



MISE À JOUR ÉCONOMIQUE DU TCHAD

AVRIL 2022

*Exploiter les chaînes de valeur de l'agriculture et de l'élevage pour favoriser la diversification économique et accroître le potentiel de croissance*



© 2022 International Bank for Reconstruction and Development / The World Bank

Some rights reserved. This work is a product of the staff of The World Bank with external contributions. The findings, interpretations, and conclusions expressed in this work do not necessarily reflect the views of The World Bank, its Board of Executive Directors, or the governments they represent. The World Bank does not guarantee the accuracy of the data included in this work. The boundaries, colors, denominations, and other information shown on any map in this work do not imply any judgment on the part of The World Bank concerning the legal status of any territory or the endorsement or acceptance of such boundaries. Nothing herein shall constitute or be considered to be a limitation upon or waiver of the privileges and immunities of The World Bank, all of which are specifically reserved.

### **Rights and permissions**

This work is available under the Creative Commons Attribution 3.0 IGO license (CC BY 3.0 IGO) <http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/igo>. Under the Creative Commons Attribution license, you are free to copy, distribute, transmit, and adapt this work, including for commercial purposes, under the following conditions:

**Attribution:** Please cite the work as follows: Banque mondiale. 2022. Mise à jour économique du Tchad — Avril 2022. *RExploiter les chaînes de valeur de l'agriculture et de l'élevage pour favoriser la diversification économique et accroître le potentiel de croissance*. Washington, D.C.: World Bank.

**Third-party content:** The World Bank does not necessarily own each component of the content contained within the work. The World Bank therefore does not warrant that the use of any third-party-owned individual component or part contained in the work will not infringe on the rights of those third parties. The risk of claims resulting from such infringement rests solely with you. If you wish to re-use a component of the work, it is your responsibility to determine whether permission is needed for that re-use and to obtain permission from the copyright owner. Examples of components can include, but are not limited to, tables, figures, or images. All queries on rights and licenses should be addressed to World Bank Publications, The World Bank, 1818 H Street NW, Washington, D.C., 20433, USA; e-mail: [pubrights@worldbank.org](mailto:pubrights@worldbank.org).

Cover photo: Fulbert Tchana Tchana

# Exploiter les chaînes de valeur de l'agriculture et de l'élevage pour favoriser la diversification économique et accroître le potentiel de croissance

MISE À JOUR ÉCONOMIQUE DU TCHAD<sup>1</sup>

AVRIL 2022

---

<sup>1</sup> Préparé par Fulbert Tchana Tchana (économiste principal, EAWM1), Claudia Noumedem Temgoua (économiste, EAWM1), Landry Kuate Fotue (consultant, EAWM1), et Abouhrahyme Savadogo (économiste, EAWPV), sous la direction de Yue Man Lee (économiste principal, EAWM1), Jean-Pierre Chauffour (chef de programme, EAWDR), et sous la supervision générale de Theo David Thomas (directeur de pratique, EAWM1) et Johan Mistiaen (directeur de pratique, EAWPV). L'équipe a reçu le soutien de Michael Evers (ET consultant, EAWM1) et des contributions utiles sur le chapitre 2 de la part de Caroline Plante (spécialiste agricole principale, SAWA4), Marie Agnes Jouajean (économie agricole, SAGGL), et Mariela Huelden Varas (spécialiste de l'élevage, SAGGL). L'équipe apprécie les commentaires des réviseurs Marco Hernandez (économiste principal, EAWM2), Tobias Haque (économiste principal, ESAMU), et Samuel Taffesse (économiste agricole senior, SAGGL), et Clara de Sousa (directrice des opérations, AWCW3), Kofi Nouve (chef des opérations, AWCW3), Rasit Pertev (représentant résident, AWMTD). L'équipe remercie Theresa Bampoe (assistante de programme, EAWM1), Nicolas Amadai (assistant de programme, EAWMTD) et Oscar Parlback (consultant, EAWM1) pour leur soutien administratif et éditorial.

# CONTENU

Figures, tableaux et encadrés .....	5
Abréviations et acronymes .....	6
<b>RÉSUMÉ EXÉCUTIF</b> .....	<b>7</b>
<b>1 ÉVOLUTION DE LA SITUATION MACROÉCONOMIQUE ET DE LA PAUVRETÉ</b> .....	<b>12</b>
1.1 Évolution récente de l'économie et de la pauvreté .....	12
Secteur réel : Une deuxième année consécutive de récession .....	12
Finances publiques : Les développements sécuritaires et politiques entraînent une augmentation des dépenses courantes .....	15
Position extérieure : Le déficit du compte courant s'est réduit .....	18
Politique monétaire : Une politique monétaire resserrée pour une meilleure stabilité en CEMAC .....	19
1.2 Perspectives et risques économiques .....	21
Une reprise économique progressive .....	21
Les perspectives sont soumises à d'importants risques de détérioration .....	23
Impact de l'inflation sur la pauvreté .....	28
1.3 Lutter contre la pauvreté, saisir les occasions de renouveler le contrat social et accélérer la croissance .....	31
<b>2 THÈME SPÉCIAL : RENFORCER LES CHAÎNES DE VALEUR DE L'AGRICULTURE ET DE L'ÉLEVAGE POUR LA DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE</b> .....	<b>33</b>
2.1 Tirer parti du secteur agricole pour diversifier l'économie .....	33
Aperçu du secteur agricole du Tchad .....	33
L'état des chaînes de valeur agricoles au Tchad .....	36
2.2 Tirer parti du fort potentiel d'élevage du Tchad .....	41
Le pays est doté d'un fort potentiel d'élevage .....	41
L'état des marchés aux bestiaux .....	43
2.3. Diversifier l'économie en améliorant les chaînes de valeur de l'agriculture et de l'élevage .....	44
<b>3 ANNEXES</b> .....	<b>47</b>
Annexe 1 : Tchad — indicateurs économiques sélectionnés, 2018-2024 .....	47
Annexe 2 : Effet de l'inflation alimentaire sur la pauvreté : note méthodologique .....	49
Annexe 3 : Profil de la consommation alimentaire et élasticités des prix des aliments .....	51
<b>4 RÉFÉRENCES</b> .....	<b>55</b>

# FIGURES, TABLEAUX ET ENCADRÉS

Figure 1.1 : Croissance du PIB au Tchad, 2018-24 .....	12
Figure 1.2 : Croissance du PIB dans certains pays exportateurs de pétrole, 2018-24 .....	12
Figure 1.3 : Taux de pauvreté et PIB par habitant réels et projetés .....	13
Figure 1.4 : Situation budgétaire, 2018-24 .....	15
Figure 1.5 : Dépenses publiques, 2018-24 .....	15
Figure 1.6 : Composition de la dette extérieure, 2020 .....	17
Figure 1.7 : Le service de la dette en tant que part du revenu total .....	17
Figure 1.8 : Balance commerciale, 2018-2024 .....	19
Figure 1.9 : Réserves et comptes courants et financiers au Tchad et dans la CEMAC .....	19
Figure 1.10 : Inflation au Tchad et dans la CEMAC, 2017-23 .....	20
Figure 1.11 : Variation mensuelle de l'IPC par secteur de production .....	20
Figure 1.12 : Scénarios de croissance .....	27
Figure 1.13 : Impact de l'inflation sur les taux de pauvreté .....	29
Figure 2.1 : Zones agro-écologiques du Tchad .....	36
Figure 2.2 : Exportations de produits agricoles du Tchad par part du marché mondial .....	37
Figure 2.3 : Changements de température prévus au Tchad jusqu'en 2080 .....	38
Figure 2.4 : Changements prévus dans les précipitations au Tchad jusqu'en 2080 .....	39
Figure 2.5 : Carte des productions animales .....	41
Figure 2.6 : Exportations de bétail du Tchad (en milliers de dollars) .....	42
Tableau 0.1 : Récapitulatif des options politiques pour améliorer la durabilité macro-fiscale et renforcer les chaînes de valeur de l'agriculture et de l'élevage .....	10
Tableau 1.1 : Indicateurs macroéconomiques clés par scénario .....	26
Tableau 2.1 : Le secteur agricole du Tchad (en pourcentage) .....	34
Tableau 2.2 : Valeurs commerciales clés, cultures exportées par le Tchad .....	35
Tableau 3.1 : Tchad - Indicateurs économiques et financiers sélectionnés, 2018-24. ....	47
Tableau 3.2 : Profil de consommation des ménages par quintile de bien-être, statut de pauvreté et zone de résidence (en pourcentage) .....	52
Tableau 3.3 : Elasticités hicksiennes (compensées) des quantités .....	53
Tableau 3.4 : Elasticités croisées des quantités en fonction du prix (substitution -hicksienne ou compensée-) .....	54
Encadré 1.1 : La restructuration de la dette dans le cadre commun du G20 .....	23
Encadré 1.2 : Révisions des indicateurs macro-fiscaux clés des Perspectives macro-pauvreté de la Banque mondiale, y compris l'impact de la guerre Russie-Ukraine. ....	30

# ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES

<b>Bbl</b>	Tonneau
<b>BEAC</b>	Bank of Central African States, <i>Banque des États de l'Afrique Centrale</i>
<b>CEMAC</b>	Economic and Monetary Community of Central Africa, <i>Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale</i>
<b>IPC</b>	Indice des prix à la consommation
<b>EASI</b>	Index des pierres affines exactes
<b>ECF</b>	Facilité de crédit élargie
<b>FAO</b>	Organisation pour l'alimentation et l'agriculture
<b>IED</b>	Investissement direct étranger
<b>Ha</b>	Hectare
<b>FMI</b>	Fonds monétaire international
<b>MOU</b>	Protocole d'accord
<b>REER</b>	Taux de change effectif réel
<b>SDR</b>	Droits de tirage spéciaux
<b>SIGFIP</b>	Système intégré de gestion des finances publiques
<b>WEO</b>	Perspectives économiques mondiales

## RÉSUMÉ EXÉCUTIF

**Le PIB du Tchad s'est contracté de 1,2 % en 2021, soit la deuxième année consécutive de récession, en raison** d'une suspension de deux mois de la production de pétrole dans les usines Esso, de perturbations de l'activité économique dues à l'insécurité sociopolitique et de contraintes de liquidité dues à des retards dans la restructuration de la dette. En conséquence, **le PIB par habitant a diminué de 4,2 %, en plus de** la baisse de 4,6 % enregistrée en 2020. L'effet persistant des nouvelles vagues de cas de COVID-19 a continué de limiter le déploiement complet de certains services publics, tandis que la frontière avec le Cameroun (principal canal commercial) est restée fermée au premier semestre de l'année. L'agriculture est restée le principal moteur de la croissance en 2021, contribuant à hauteur de 1,9 point de pourcentage (ppts) à la croissance. Avec la levée des mesures de confinement affectant les chaînes d'approvisionnement nationales, l'inflation est passée de 3,5 % en 2020 à 1,0 % en 2021.

**La faiblesse des recettes pétrolières, associée à l'augmentation des dépenses pour faire face aux chocs, a creusé le déficit budgétaire à 4,3 % du PIB en 2021.** En raison du décalage d'un an dans l'imposition des recettes pétrolières, la faiblesse des prix du pétrole en 2020 a entraîné une baisse de 33 % des recettes pétrolières. Les dépenses publiques ont augmenté de près de 9 % en 2021, principalement pour renforcer la sécurité à la suite du décès du président Deby en avril 2021, apaiser le mécontentement des fonctionnaires et améliorer la sécurité alimentaire. L'inadéquation entre les recettes et les dépenses a entraîné d'importants besoins de liquidités, qui ont été partiellement couverts par l'allocation supplémentaire de droits de tirage spéciaux du Fonds monétaire international et par des emprunts sur le marché régional.

**Les récessions économiques de 2020 et 2021 ont entraîné une augmentation de l'extrême pauvreté.** Compte tenu de la croissance rapide de la population tchadienne d'environ 3 %, les deux années consécutives de récession ont entraîné une forte contraction du PIB par habitant d'environ 8,8 % en 2019-21. Le taux d'extrême pauvreté (mesuré en utilisant 1,9 USD/jour par habitant, PPA 2011) aurait augmenté de plus de 2 ppts d'ici fin 2021, ce qui équivaut à 400 000 personnes supplémentaires, portant le nombre d'extrêmement pauvres à 6,2 millions. La crise du COVID-19 a eu un impact supplémentaire sur les moyens de subsistance des ménages pauvres et vulnérables. Selon les données des enquêtes téléphoniques à haute fréquence menées en 2020, deux tiers des ménages ont signalé une perte de leur revenu total, 57 % des ménages recevant des transferts ont vu cette source de revenu diminuer et un cinquième des ménages cherchant à obtenir des soins de santé n'ont pas pu y accéder.

**Malgré un marché pétrolier porteur qui entraînera une reprise de la croissance en 2022 et se poursuivra en 2023-24 (avec la mise en œuvre de réformes structurelles), la croissance du PIB par habitant restera négative ou relativement modeste.** Les prix du pétrole ont atteint un sommet au premier trimestre 2022, le prix du Brent dépassant les 100 USD/baril. Le PIB (pétrolier et non pétrolier) devrait croître de 2,8 % en 2022 (-0,2 % par habitant). L'inflation devrait s'accélérer et atteindre une moyenne de 3 % en 2022-24. Les performances continues et relativement élevées du secteur pétrolier devraient stimuler la reprise économique en 2023-24, avec une croissance économique atteignant une moyenne de 3,7 %. Ces perspectives supposent un contrôle de la pandémie de COVID-19, la fin de la transition politique et l'adoption de réformes structurelles, notamment dans les secteurs au cœur de l'économie tchadienne comme l'agriculture et l'élevage.

**La reprise économique de 2022-24 devrait être fragile et soumise à d'importants risques de dégradation liés à des sources de vulnérabilité récurrentes et émergentes.** La gestion de la transition politique et des risques sécuritaires connexes pourrait peser sur les finances publiques et entraîner de nouvelles coupes dans les services sociaux essentiels tels que la santé et l'éducation. Le changement climatique en cours contribue à la désertification et à des saisons des pluies irrégulières qui réduisent la production agricole. En ce qui concerne les sources de risque émergentes, un très faible taux de vaccination contre le COVID-19 présente un risque de prolongation de la pandémie, ce qui pourrait entraîner de nouvelles restrictions de la mobilité, et un processus prolongé de restructuration de la dette pourrait faire dérailler les réformes économiques. La guerre entre la Russie et l'Ukraine est une source de risque supplémentaire. Son impact économique se traduirait principalement par une hausse des prix mondiaux des denrées alimentaires (céréales) et de l'énergie, car les liens directs du Tchad avec la Russie et l'Ukraine en matière de commerce, d'investissement, de transferts de fonds et de migration sont limités. Les projections pour 2022-24 reflètent déjà une forte augmentation récente des prix du pétrole et du gaz, de l'agriculture, des métaux et des minéraux depuis janvier 2022. Malgré tout, il existe un très haut degré d'incertitude lié au conflit et à son impact économique. La hausse des prix des denrées alimentaires exacerbera les problèmes d'insécurité alimentaire, même si le Tchad bénéficiera de la hausse des prix du pétrole.

**Avec une reprise économique lente et fragile, les effets négatifs de la pandémie sur les ménages pauvres et vulnérables devraient perdurer à court et moyen terme.** Le taux d'extrême pauvreté devrait passer à 38 % en 2022 en raison de la croissance négative prévue du PIB par habitant, tandis que le nombre de pauvres devrait augmenter de 200 000 personnes supplémentaires pour atteindre 6,4 millions. Alors que la croissance du PIB par habitant devrait s'établir à 0,5 % en moyenne sur la période 2022-2024, elle ne devrait pas atteindre son niveau d'avant l'initiative COVID sur la même période. La persistance d'une inflation alimentaire élevée, la faible couverture des programmes de protection sociale et l'absence de transformation économique structurelle limiteront la marge de manœuvre pour la réduction de la pauvreté. Pour une réduction significative du nombre absolu de pauvres, la croissance annuelle du PIB réel devrait être nettement supérieure à la forte croissance démographique du Tchad. En attendant, le gouvernement devrait augmenter la part des dépenses sociales pour aider les pauvres et limiter les effets de la hausse des prix des denrées alimentaires sur les ménages pauvres. La poursuite des réformes de la gestion des finances publiques pour améliorer l'efficacité des dépenses publiques sera nécessaire compte tenu de l'espace budgétaire limité. Pour éviter une pandémie persistante de COVID-19, le gouvernement pourrait encourager la vaccination par des campagnes d'information tout en s'assurant le soutien des donateurs pour augmenter l'approvisionnement en vaccins.

**Le Tchad pourrait saisir les opportunités émergentes offertes par la transition politique, la hausse des prix du pétrole et la restructuration de la dette pour entreprendre des réformes visant à renouveler son contrat social et à réduire ses vulnérabilités à long terme.** La transition politique actuelle, avec le processus de dialogue national intégré, est une occasion importante pour les élites politiques de s'entendre sur le renouvellement du contrat social du Tchad, notamment en déterminant quels services doivent être fournis aux citoyens, comment accélérer le programme de développement et comment apaiser les conflits entre les différents groupes de population. La manne des recettes pétrolières prévue grâce à la hausse des prix mondiaux du pétrole offre une occasion de mettre en œuvre ces nouveaux engagements. Le gouvernement devrait gérer prudemment cette manne et utiliser le fonds de stabilisation pétrolier ainsi que les règles fiscales pertinentes pour s'assurer que les revenus pétroliers sont dépensés progressivement, de manière transparente et efficace, dans l'intérêt à long terme de la population.

**Des chaînes de valeur agricoles et d'élevage plus solides sont essentielles à la diversification économique et à la croissance durable à moyen et long terme, ainsi qu'à la sécurité alimentaire.** Actuellement, les chaînes de valeur des cultures de rente du Tchad sont sous-développées, et celles des cultures vivrières sont très limitées. La productivité agricole reste beaucoup plus faible et a augmenté plus lentement que dans d'autres pays ayant des conditions agroclimatiques similaires. La faible productivité agricole du pays est due à une série de contraintes au sein de l'exploitation, telles que l'utilisation inefficace de semences et d'engrais améliorés, des services de vulgarisation inefficaces et manquant de ressources, et une utilisation insuffisante des techniques de gestion durable des ressources naturelles (par exemple, la terre et l'eau). Les contraintes non agricoles telles que les systèmes de distribution d'intrants peu développés, les coûts de transport élevés et la faiblesse du secteur privé limitent la disponibilité et augmentent le coût des intrants. Si les investissements publics antérieurs dans le secteur agricole ont été importants, ils n'ont donné que des résultats modestes en raison de l'absence d'une stratégie officielle. Le changement climatique a également modifié de manière substantielle les schémas météorologiques du Tchad, soulignant la nécessité de développer des pratiques agricoles et des infrastructures résistantes au climat.

**L'élevage est le secteur non pétrolier le plus important de l'économie tchadienne et représente une source de revenus majeure dans le secteur agricole.** Le Tchad compte environ 25 millions de bovins, 26 millions d'ovins, 30 millions de caprins et 6 millions de chameaux. Les moyens de subsistance dans les zones rurales reposent principalement sur l'agriculture de subsistance et l'élevage de bétail. Pourtant, la complexité des chaînes de valeur de l'élevage et l'insécurité dans la région réduisent les exportations régionales, les gains des producteurs et la compétitivité du bétail tchadien.

**Le gouvernement doit prendre des mesures audacieuses pour renforcer ou créer des chaînes de valeur agricoles et d'élevage.** Plus précisément, les autorités devraient élaborer des stratégies nationales pour les chaînes de valeur les plus importantes, encourager l'investissement privé dans les chaînes de valeur du sésame et de la gomme arabique, et donner aux organisations d'agriculteurs les moyens d'accroître leur rôle dans le développement des chaînes de valeur. Le gouvernement devrait également utiliser des données et des analyses mondiales pour soutenir la prise de décision et la mise en œuvre de projets et de politiques d'investissement

agricole. Pour le bétail, il devrait (i) veiller à ce que les exportations ne soient pas limitées ; (ii) garantir la parité des prix à l'exportation pour les éleveurs qui vendent aux abattoirs ; (iii) améliorer les services et les biens vétérinaires ; (iv) investir dans la chaîne du froid et les services logistiques à température contrôlée ; et (v) promouvoir l'utilisation de normes de qualité et de certification. En outre, les interventions publiques telles que l'augmentation de l'allocation budgétaire à l'agriculture, l'amélioration des mécanismes de régulation, l'affinement de la fiscalité et des tarifs pour améliorer la compétitivité du secteur, le partenariat avec les parties prenantes concernées pour fournir les infrastructures nécessaires aux agriculteurs seront essentielles pour exploiter pleinement le potentiel de l'agriculture et de l'élevage.

**Tableau 0.1 : Récapitulatif des options politiques pour renforcer la viabilité macro-fiscale, réduire la pauvreté et la vulnérabilité, et renforcer les chaînes de valeur de l'agriculture et de l'élevage**

Zone	Objectif	Actions
Chapitre 1 : Viabilité macro-budgétaire et réduction de la pauvreté	Investir dans les secteurs sociaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Accorder la priorité, dans les budgets des exercices 22 et 23, aux dépenses de santé et d'éducation, en soutenant une augmentation du nombre de médecins, d'infirmières, d'autres personnels médicaux, de matériel médical et de médicaments, et en veillant à ce que les enfants restent à l'école et qu'il n'y ait pas de discrimination entre les sexes.</li> </ul>
	Assurer la sécurité alimentaire	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Maintenir la banque alimentaire créée en 2021 en l'approvisionnant en céréales.</li> <li>• adopter des politiques visant à rendre l'agriculture plus résistante au climat, notamment en augmentant la part des terres irriguées et en améliorant l'utilisation des ressources en eau</li> </ul>
	Poursuivre les réformes de la gestion des finances publiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Achever la mise en œuvre de SYDONIA World afin de simplifier les procédures, d'optimiser les contrôles et de sécuriser les recettes personnalisées.</li> <li>• Achever la mise en œuvre du système intégré de gestion des finances publiques (SIGFIP) afin de sécuriser les recettes, les dépenses, la piste d'audit et la transparence des dépenses.</li> </ul>
	Renouveler le contrat social dans le cadre du dialogue national en cours	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Se mettre d'accord sur les services publics à privilégier</li> <li>• Se mettre d'accord sur la manière d'accélérer la prestation de services</li> </ul>
	Renforcer la viabilité du budget et de la dette	<ul style="list-style-type: none"> <li>• accélérer l'achèvement des efforts de restructuration de la dette au titre du cadre commun du G20</li> <li>• Utiliser le fonds de stabilisation de la BEAC pour économiser les recettes pétrolières exceptionnelles (à utiliser en cas de récession économique) et augmenter la taille du fonds si les recettes exceptionnelles restent élevées en 2023.</li> </ul>

Zone	Objectif	Actions
Chapitre 2 : Renforcer les chaînes de valeur de l'agriculture et de l'élevage pour la diversification économique	Renforcer la chaîne de valeur agricole	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Encourager l'investissement privé dans les chaînes de valeur, en particulier pour le sésame et la gomme arabique.</li> <li>• Donner aux organisations d'agriculteurs les moyens de jouer un rôle plus important dans le développement de la chaîne de valeur.</li> <li>• Utiliser des données et des analyses mondiales pour soutenir la prise de décision et la mise en œuvre de projets et de politiques d'investissement dans l'agriculture.</li> </ul>
	Renforcer les chaînes de valeur de l'élevage	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Veiller à ce que les exportations ne soient pas soumises à des restrictions</li> <li>• Garantir la parité des prix à l'exportation pour les éleveurs qui vendent aux abattoirs.</li> <li>• Améliorer les services et les biens vétérinaires</li> <li>• Investir dans la chaîne du froid et les services logistiques à température contrôlée</li> <li>• Promouvoir l'utilisation de normes de qualité et de certification</li> </ul>

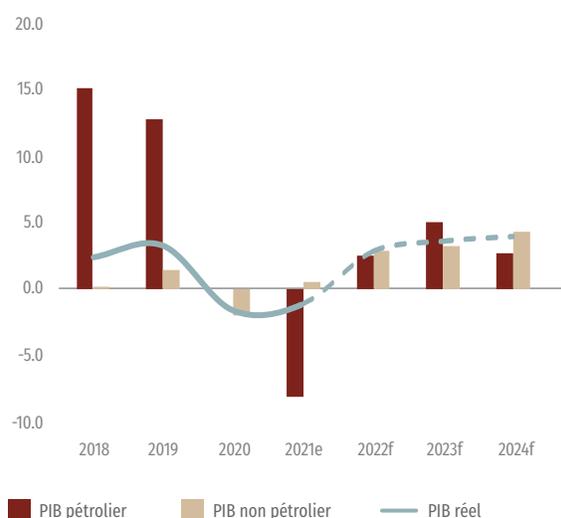
# 1 ÉVOLUTION DE LA SITUATION MACROÉCONOMIQUE ET DE LA PAUVRETÉ

## 1.1 Évolution récente de l'économie et de la pauvreté

### Secteur réel : Une deuxième année consécutive de récession

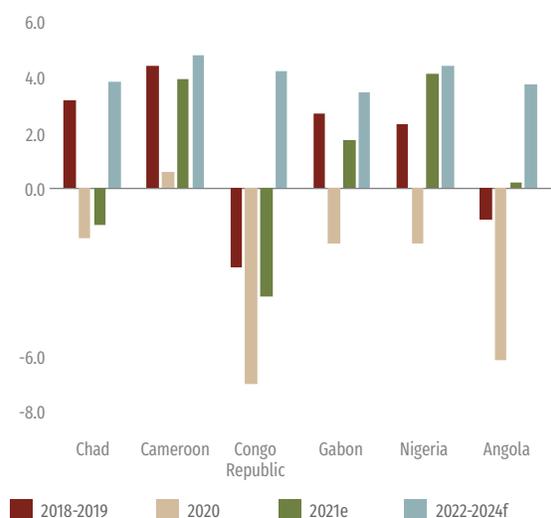
**Le Tchad a connu une deuxième année consécutive de récession en 2021.** Le pays a eu du mal à se redresser complètement depuis la récession de 2016 qui avait suivi le choc des prix du pétrole de 2014-15. En 2020, la pandémie de COVID-19 et la chute connexe des prix du pétrole ont frappé le Tchad, le projetant hors de la trajectoire de reprise de la croissance qu'il suivait depuis 2018. En conséquence, l'économie s'est contractée de 1,6 % la même année (Figure 1.1)<sup>2</sup>. En 2021, les crises sécuritaires et politiques intérieures et une suspension de deux mois de la production de pétrole dans les usines d'Esso (représentant un quart de la production totale), combinées à une lente reprise des activités mondiales encore impactées par la pandémie, ont conduit à une deuxième année consécutive de récession, avec une contraction de la croissance du PIB de 1,2 pour cent (-4,2 pour cent en termes par habitant). Bien que cette situation soit similaire à celle de certains autres pays exportateurs de pétrole du Golfe de Guinée, comme l'Angola et la République du Congo, d'autres pays ont déjà commencé à se redresser (Figure 1.2).

Figure 1.1 : Croissance du PIB au Tchad, 2018-24



Source : Autorités tchadiennes et estimations des services de la Banque mondiale.

Figure 1.2 : Croissance du PIB dans certains pays exportateurs de pétrole, 2018- 24

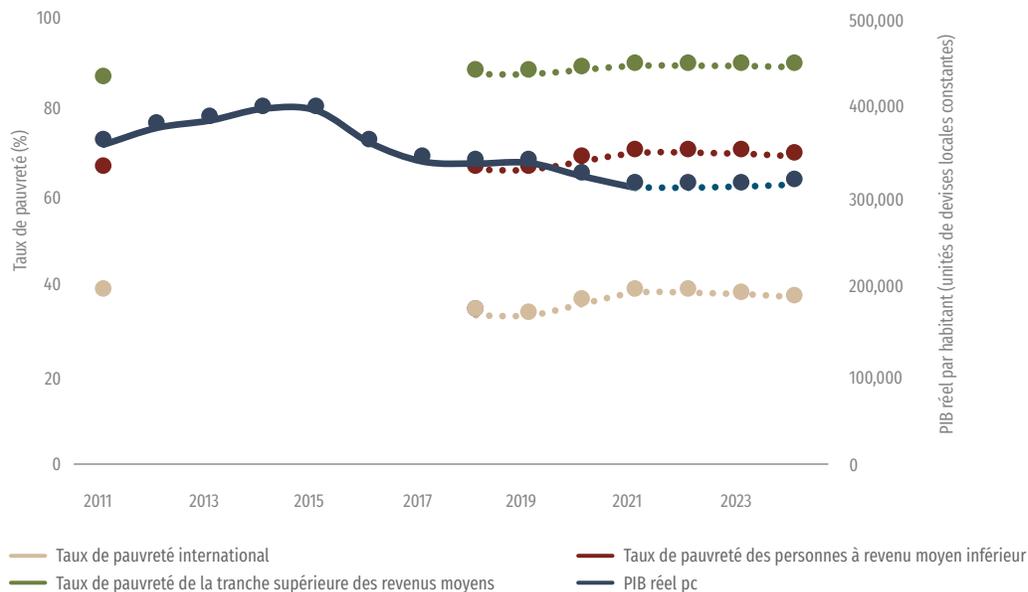


Source : Banque mondiale Tchad Macro Poverty Outlook.

<sup>2</sup> Chad Economic Update, 2021, *Recovering from shocks : improving macro-fiscal sustainability to rebuild better*. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/36441?show=full>

**Le taux d'extrême pauvreté (mesuré en utilisant 1,9 USD/jour par habitant, PPA 2011) aurait augmenté de plus de 2 ppts entre 2020 et 2021 pour atteindre 37,8 %, le nombre de personnes extrêmement pauvres passant de 5,8 à 6,2 millions.** La crise du COVID-19 a eu un impact sur les moyens de subsistance des ménages pauvres et vulnérables. Selon les données des enquêtes téléphoniques à haute fréquence menées en 2020, deux tiers des ménages ont signalé une perte de leur revenu total, 57 % des ménages recevant des transferts ont vu une baisse de cette source de revenu, et un cinquième des ménages cherchant à obtenir des soins de santé n'ont pas pu y accéder. La hausse de l'inflation des produits alimentaires en 2021 a également contribué à l'augmentation de la pauvreté, car la nourriture représente une part importante du panier de consommation des ménages pauvres et vulnérables.

**Figure 1.3 : Taux de pauvreté réels et projetés et PIB par habitant**



Source : Banque mondiale.

**Les développements sécuritaires et politiques déclenchés par la mort du président en 2021 ont perturbé la reprise prévue.** Le décès du président Idriss Deby Itno en avril 2021, lors d'une bataille contre la rébellion du FACT, a entraîné des perturbations des activités économiques et une montée des incertitudes au deuxième trimestre 2021, alors que les nouvelles autorités rétablissaient la sécurité et consolidaient le pouvoir<sup>3</sup>. Les fonds publics ont été transférés des dépenses consacrées aux secteurs essentiels tels que l'agriculture, l'éducation et la santé vers les dépenses militaires afin de soutenir la transition politique en cours.

<sup>3</sup> Chad Economic Update, 2021, *Recovering from shocks : improving macro-fiscal sustainability to rebuild better*. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/36441?show=full>

**La suspension de la production de pétrole dans les usines d'Esso au Tchad a encore entravé la reprise économique.** À la mi-octobre 2021, des grèves ont suspendu la production de pétrole dans les usines d'Esso, qui représentent un quart de la production totale de pétrole du pays. Cette situation s'est aggravée en novembre avec un incendie majeur qui a brûlé des parties des usines, réduisant la production pétrolière quotidienne de 39 000 barils. Malgré la reprise des activités en décembre 2021, la suspension s'est traduite par une réduction de la production pétrolière du Tchad de 8,2 %. En conséquence, la production totale de pétrole du pays s'est établie à 42,4 millions de barils en 2021.

**En outre, le pays a connu deux vagues relativement importantes de cas de COVID-19 alors que le taux de vaccination était faible.** Le Tchad a connu une vague de cas de COVID-19 au début de 2021 et une autre à la fin de l'année. La première vague a commencé en décembre 2020 et s'est terminée en mai 2021, tandis que la deuxième vague a commencé en novembre 2021. La première vague a conduit à la réinstauration de mesures de confinement, entraînant de nombreuses restrictions de mobilité au premier trimestre 2021, et la deuxième vague a entraîné une autre série de restrictions (bien que modestes). À la fin du mois de décembre 2021, il y a eu 6 183 cas confirmés et 184 décès liés au COVID-19 au Tchad depuis le début de la pandémie. Le taux de vaccination a toujours été faible à l'échelle nationale, avec seulement 1,4 % de la population ayant reçu au moins une dose de vaccin COVID-19 au 31 décembre 2021.

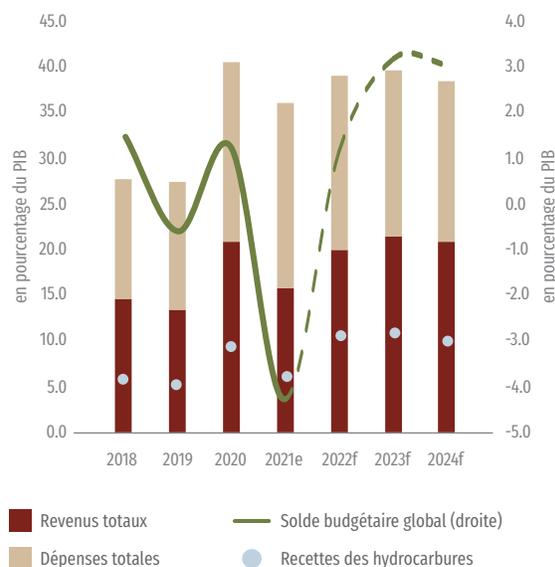
**L'agriculture est restée le principal moteur de la croissance en 2021, contribuant à hauteur de 1,9 point de pourcentage à la croissance du PIB.** Avec la réouverture des frontières et la reprise des activités dans les chaînes de valeur mondiales, la disponibilité des intrants de la production a augmenté sur les marchés locaux. Dans le même temps, les exportations de bétail ont repris, sous l'effet d'une demande accrue dans les pays voisins. La baisse des recettes pétrolières en 2021 (sur la base des ventes de pétrole de 2020), qui ont chuté de 32,9 %, a entraîné une contribution négative de ce secteur à la croissance (de -1,4 point de pourcentage [ppts]). En outre, la crise sécuritaire et politique, les grèves, les tensions sociales dans le secteur public et les conflits intercommunautaires aux frontières ont perturbé le secteur des services, qui a également eu une contribution négative à la croissance (-1,6 ppts) en 2021.

**Avec la levée des mesures d'endiguement qui affectaient les chaînes d'approvisionnement nationales, l'inflation est passée de 3,5 % en 2020 à 1 % en 2021.** L'inflation des produits alimentaires était supérieure à l'indice des prix à la consommation (IPC), à 3 % en 2021 (les prix du pain et des céréales ayant augmenté de 6,4 %), mais nettement inférieure à celle du reste du Sahel. Les épisodes d'insécurité (par exemple, les incertitudes politiques au deuxième trimestre de 2021 et le conflit intercommunautaire dans le nord du Cameroun vers la fin de 2021) ont contribué à la hausse des prix alimentaires sur les marchés locaux. La baisse de la production céréalière due à la mauvaise répartition des pluies au cours de la dernière saison des pluies a également été un facteur de hausse des prix alimentaires. La réduction des disponibilités alimentaires et l'augmentation des prix des aliments ont entraîné une insécurité alimentaire majeure. Le gouvernement a pris une série de mesures depuis la mi-2021 pour mettre un terme à la flambée des prix alimentaires. Par exemple, en juin 2021, le ministre des finances et du budget a mis en place un arrêté pour exonérer certains produits alimentaires et de santé des droits et taxes.

**Entre-temps, la crise sécuritaire et politique du 2021T2 a interrompu les dépenses d'investissement public.** De nombreux projets d'infrastructure dans des domaines tels que l'énergie, l'eau, les technologies de l'information et de la communication, et la construction de routes (ainsi que les activités de la Nouvelle société des textiles tchadiens [NSTT] et de la société nationale de ciment [SONACIM]), initiés par le défunt président Deby en 2020 ont été mis en pause après sa mort soudaine. Le gouvernement s'est concentré sur la résolution de la crise sociopolitique qui a suivi la mort du président<sup>4</sup>. En conséquence, les dépenses d'investissement public ont été principalement consacrées aux équipements de sécurité ou militaires, représentant environ 45,4 % du total des dépenses d'investissement public (ou 3,9 % du PIB).

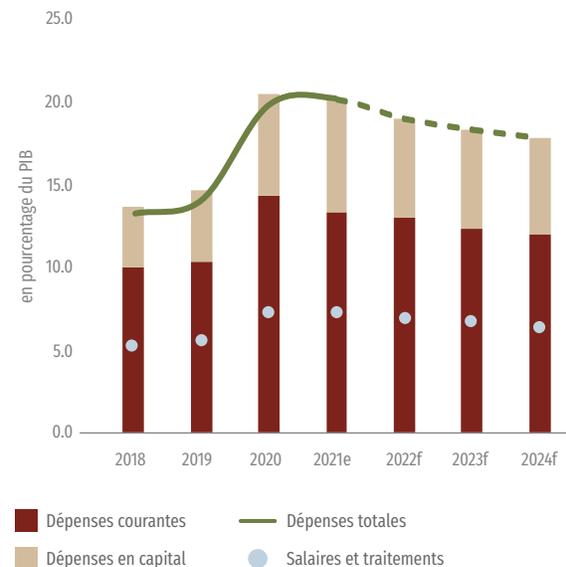
**Finances publiques : Les développements sécuritaires et politiques entraînent une augmentation des dépenses courantes.**

**Figure 1.4 : Situation budgétaire, 2018-2 4**  
(% du PIB non pétrolier)



**Source :** Autorités tchadiennes et estimations des services de la Banque mondiale.

**Figure 1.5 : Dépenses publiques, 2018-2 4**  
(% du PIB non pétrolier)



**Source :** Autorités tchadiennes et estimations des services de la Banque mondiale.

<sup>4</sup> Chad Economic Update, 2021, *Recovering from shocks : improving macro-fiscal sustainability to rebuild better*. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/36441?show=full>

**En 2021, le Tchad a affiché un déficit budgétaire (hors dons) de 6,7 % du PIB, car il a augmenté les dépenses publiques en matière de sécurité et dans d'autres domaines liés à la transition politique.** Malgré une augmentation significative des prix du pétrole, les recettes pétrolières réalisées ont été faibles en raison du décalage d'un an de l'imposition des revenus pétroliers. Compte tenu des dons limités, qui se sont élevés à 2,4 % du PIB, le déficit budgétaire global (dons compris) est resté élevé, à 4,3 % du PIB. En outre, les besoins croissants de liquidités, découlant en partie de l'augmentation des dépenses politiques et de sécurité et des niveaux élevés du service de la dette par rapport aux recettes intérieures, ont limité la capacité du Tchad à améliorer la fourniture des services essentiels et des infrastructures. Cela signifie qu'un processus réussi de restructuration de la dette au titre du Cadre commun du G20 apporterait un soulagement substantiel au Tchad en aidant à rétablir un équilibre budgétaire durable, ce qui permettrait au pays d'augmenter les dépenses sociales et d'investissement à long terme.

**La baisse des recettes fiscales est principalement due à la diminution des recettes pétrolières et à la limitation des subventions en 2021.** La collecte de l'impôt sur le pétrole étant basée sur les résultats des recettes pétrolières de l'année précédente, les recettes pétrolières ont chuté de 9,1 % du PIB en 2020 à 5,8 % du PIB en 2021. Par ailleurs, les retards dans la restructuration de la dette ont entravé le soutien des donateurs au Tchad, ce qui a entraîné une baisse de 43,6 % du total des dons, de 4,5 à 2,4 % du PIB entre 2020 et 2021. Les recettes fiscales ont légèrement augmenté, passant de 7,1 % du PIB en 2020 à 7,4 % du PIB en 2021. Les recettes fiscales totales (y compris les subventions) ont diminué de 19,8 points de pourcentage, passant de 20,9 % du PIB en 2020 à 15,9 % du PIB en 2021.

**Après une forte augmentation en 2020, les dépenses totales ont continué à croître en 2021.** Avec la suppression progressive des dépenses liées au COVID-19, les dépenses publiques globales ont augmenté de 8,1 % (pour atteindre 20,1 % du PIB) en 2021, dans le prolongement de la croissance de 31,4 % (pour atteindre 19,7 % du PIB) en 2020. Avec la suppression des dépenses liées à la santé, les dépenses en biens et services ont légèrement diminué de 0,9 % (pour atteindre 1,8 % du PIB) en 2021, ce qui constitue un renversement par rapport à la hausse de 39,8 % (1,9 % du PIB) enregistrée en 2020. Les dépenses liées aux salaires et aux rémunérations se sont maintenues autour de 7,0 % du PIB en 2021, soit un niveau similaire à celui de 2020. Les transferts courants ont chuté de 16,9 % (à 2,9 % du PIB) et les dépenses en capital ont augmenté de 18,9 % (à 6,9 % du PIB), principalement en raison des dépenses en capital liées à la sécurité. En raison de recettes pétrolières inférieures au seuil, le Tchad n'a pas épargné dans le fonds de stabilisation en 2021.<sup>5</sup>

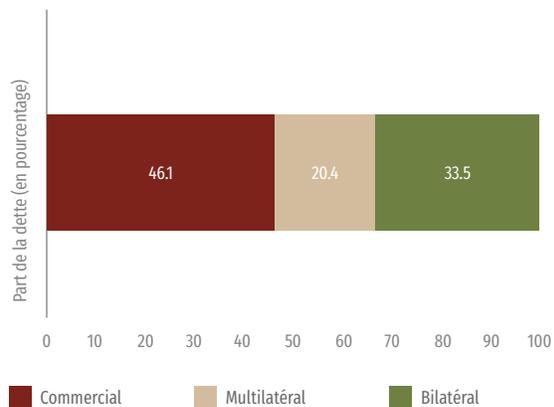
---

<sup>5</sup> En 2020-21, le Tchad n'a pas suivi explicitement de règle budgétaire nationale ou régionale spécifique autre que le mécanisme d'accumulation du fonds de stabilisation.

**Le Tchad a été confronté à des contraintes de liquidité tant au premier qu'au deuxième trimestre 2021.** Les développements sécuritaires et politiques (y compris la transition politique) ont pesé sur les dépenses publiques. Le gouvernement était déjà confronté à des arriérés accumulés, qui ont eu un impact sur des secteurs clés tels que l'éducation et la santé, et il a signé un pacte social pour apaiser les conflits de travail le 4 octobre 2021. Le gouvernement a accepté de verser un milliard de francs CFA aux bénéficiaires de 2 975 fonctionnaires/agents publics inactifs (retraités ou décédés) pour couvrir les arriérés de frais de transport pour 2016, 2017 et une partie de 2018. À partir du 25 novembre 2021, plus de 800 de ces bénéficiaires ont commencé à collecter des fonds pour couvrir leurs frais de transport. En l'absence d'un soutien budgétaire significatif de la part des donateurs en 2021, le Tchad a utilisé l'allocation supplémentaire de droits de tirage spéciaux (DTS) du Fonds monétaire international (FMI) et un accord exceptionnel de reconduction de la dette sous forme d'obligations T avec la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) pour couvrir ses besoins en liquidités.

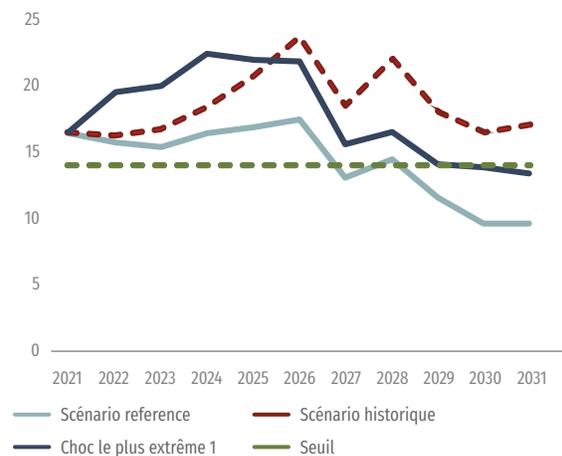
**Le gouvernement a eu recours au marché de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) pour couvrir les besoins de liquidités en 2021.** Les autorités tchadiennes ont utilisé les 10 milliards de francs CFA (0,15 pour cent du PIB) accumulés jusqu'à présent dans le fonds de stabilisation et ont émis des bons du Trésor sur le marché de la CEMAC tout au long de 2021, pour un total de 5,1 pour cent du PIB. Suite à la crise sécuritaire et politique, des bons du Trésor représentant 2,0 % du PIB ont été émis au deuxième trimestre 2021. En outre, la plupart des bons du Trésor publiés en 2021 avaient une échéance de 52 semaines, avec un taux d'intérêt de 6,5 pour cent. Le gouvernement prévoit de continuer à rechercher des financements sur le marché de la CEMAC en 2022, mais dans une moindre mesure.

**Figure 1.6 : Composition de la dette extérieure, 2020**



**Source :** Bulletin statistique de la dette publique Q4, décembre 2020.

**Figure 1.7 : Service de la dette par rapport aux recettes totales**



**Source :** Autorités tchadiennes, créanciers sélectionnés, et estimations des services de la Banque mondiale et du FMI.

**Le service de la dette du Tchad reste une menace majeure pour sa viabilité budgétaire.** Sa dette publique, qui est passée de 49,9 % du PIB en 2020 à 52,1 % du PIB en 2021, comprend la dette intérieure (23,9 % du PIB) et la dette extérieure (28,2 %). La dette commerciale constitue l'essentiel de la dette extérieure publique et garantie par l'État (PPG) du Tchad. En 2020-21, la dette extérieure était dominée par la dette commerciale (46,1 pour cent), principalement due à Glencore, suivie de la dette officielle bilatérale (33,5 pour cent, dont la majeure partie était due à des créanciers officiels n'appartenant pas au club de Paris, principalement la Chine et la Libye) et multilatérale (20,4 pour cent) (Figure 1.6). Dans le scénario de base, le seuil du ratio service de la dette extérieure/recettes a été franchi, dépassant 14 % en 2021 en raison de la baisse des recettes et de l'augmentation des emprunts associés en réponse à la pandémie. En conséquence, le gouvernement tchadien a demandé une restructuration de la dette au titre du cadre commun du G20, ce qui signifie que le pays est classé comme étant en situation de surendettement.

#### ***Position extérieure : Le déficit du compte courant s'est réduit***

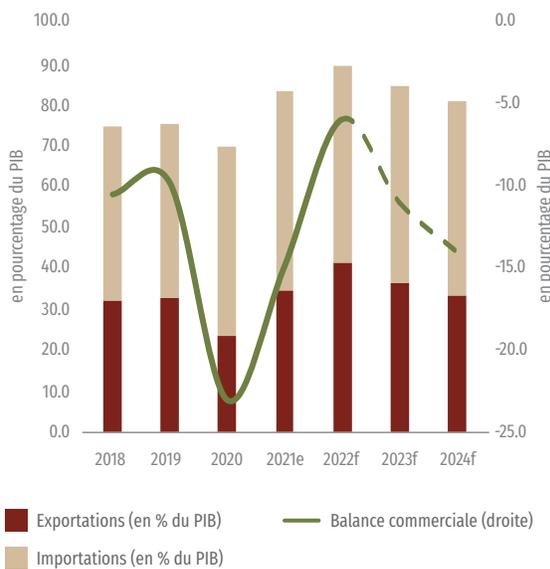
**Le déficit des comptes courants s'est réduit, passant de 7,8 % du PIB en 2020 à 6 % en 2021, grâce aux exportations de pétrole.** La valeur des exportations a augmenté de 53,6 % en 2021, soutenue par la forte reprise des prix du pétrole (66,4 %), bien que les exportations aient diminué de 0,4 % en volume. La valeur des importations a également augmenté de 11,5 % la même année, soutenue par la reprise des chaînes d'approvisionnement mondiales et la réouverture des frontières.

**La réouverture de la frontière terrestre entre le Tchad et le Cameroun en juin a stimulé le commerce des marchandises.** Le Tchad est un pays enclavé qui utilise le port de Douala comme principal point de transit pour le commerce international. La situation du COVID-19 s'étant améliorée, le pont de Nguéli, qui relie N'Djamena à la ville camerounaise de Kousseri, a été officiellement rouvert le 20 juin 2021. La frontière était fermée depuis mars 2020, et cette réouverture a permis de dynamiser le commerce international, d'importantes marchandises transitant par le Cameroun pour atteindre le marché de N'Djamena.

**Les réserves extérieures régionales de la CEMAC sont restées inférieures à 5 mois d'importations en 2021.** Malgré la hausse des prix du pétrole et l'allocation de DTS du FMI pour 2021 (équivalente à 1,4 milliard de dollars), les réserves régionales n'ont que légèrement augmenté, passant de 3,1 mois d'importations en 2020 à 3,4 mois en 2021, ce qui reste inférieur aux projections antérieures à la COVID. Avec le pic des prix du pétrole, les réserves régionales de la CEMAC devraient continuer à s'accumuler, bien que lentement, pour atteindre 3,9 mois d'importations en 2022. Les réserves devraient rester inférieures à 5 mois d'importations jusqu'en 2024.

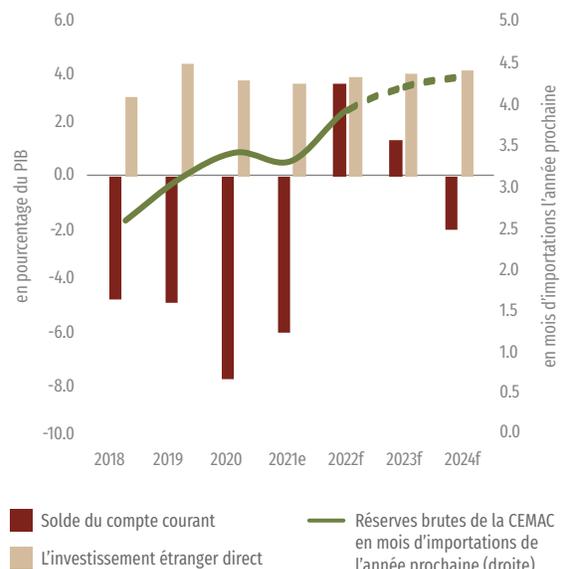
**Le compte courant a affiché un excédent en 2021, grâce à l'amélioration des performances du secteur pétrolier.** L'excédent extérieur devrait atteindre en moyenne 1,0 % du PIB en 2022-24. La reprise de la croissance mondiale stimulera les investissements directs étrangers (IDE), et la finalisation du processus de restructuration de la dette stimulera le soutien budgétaire des donateurs. L'IDE et le soutien des donateurs renforceront la position extérieure du Tchad.

Figure 1.8 : Balance commerciale, 2018-2024



Source : Autorités tchadiennes et estimations des services de la Banque mondiale.

Figure 1.9 : Réserves et comptes courants et financiers au Tchad et dans la CEMAC



Source : Autorités tchadiennes et estimations des services de la Banque mondiale.

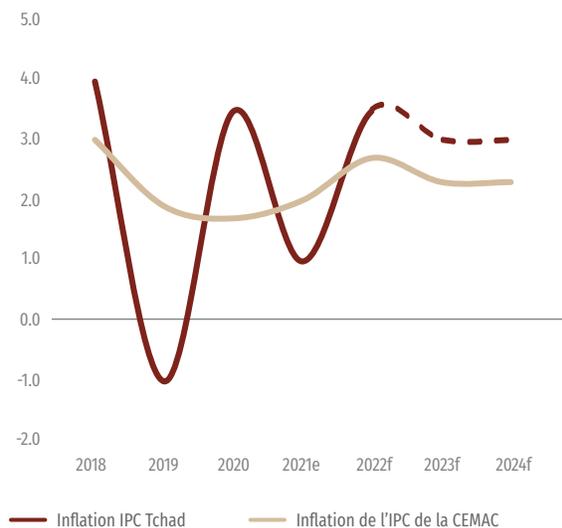
### Politique monétaire : Une politique monétaire resserrée pour une meilleure stabilité en CEMAC

**La BEAC a resserré sa politique monétaire à la fin de 2021.** Les politiques monétaire et de change du Tchad sont gérées par la BEAC. La politique monétaire régionale a été resserrée en 2016-19 pour soutenir l'accumulation de réserves régionales, avant d'être assouplie en mars 2020 pour atténuer l'impact de COVID-19, le taux d'intérêt directeur étant abaissé de 3,5 à 3,25 %. Le 25 novembre 2021, la BEAC a décidé de relever à nouveau le taux d'intérêt directeur à 3,5 % en réponse à : (i) des risques pour la stabilité monétaire dans la zone CEMAC en raison des préoccupations relatives à l'évolution des réserves de change ; et (ii) des perspectives économiques. Le taux de la facilité de prêt marginal a également été porté de 5,0 à 5,25 %.

**La compétitivité des prix du Tchad s'est améliorée, son taux de change effectif réel (TCER) s'étant déprécié de 4,1 % en 2021.** La compétitivité globale de la CEMAC s'est améliorée, le TCER régional s'étant déprécié de 2,4 % au quatrième trimestre de 2021, après une dépréciation de 0,8 % au troisième trimestre de 2021. Cette amélioration de la compétitivité s'explique par la dépréciation du taux de change effectif nominal et une inflation plus faible dans la sous-région que chez ses principaux partenaires commerciaux. En outre, on observe une amélioration de la compétitivité des exportations (-2,5 pour cent) et des importations (-2,3 pour cent). Au cours des deux premiers trimestres de 2021, la compétitivité du Tchad s'est détériorée, le TCER s'étant apprécié de 1,7 % et de 5,1 % respectivement, les tensions politiques et sécuritaires ayant entravé le commerce international.

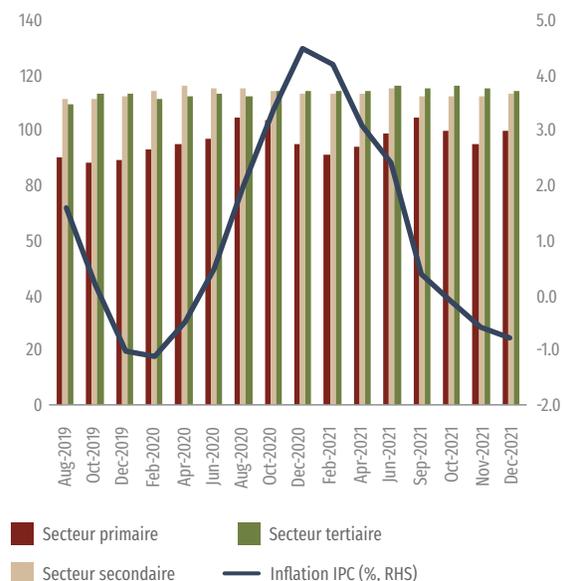
**L'inflation est passée de 3,5 % en 2020 à 1,0 % en 2021, ce qui est inférieur aux critères de convergence de la CEMAC.** L'IPC au Tchad a continué de baisser depuis janvier 2021 et était inférieur à la moyenne de la CEMAC pour l'année (Figure 1.10). Cependant, il y avait des différences substantielles entre les secteurs et les groupes, car certains ont connu une inflation significativement élevée, tandis que d'autres ont connu une déflation des prix. Les principaux secteurs/groupes touchés par l'inflation sont les suivants : produits alimentaires et boissons non alcoolisées (3,0 pour cent) ; restaurants et hôtels (4,4 pour cent) ; meubles et articles ménagers (1,7 pour cent) ; vêtements et chaussures (1,4 pour cent) ; et restaurants et services hôteliers (1,3 pour cent). Dans le groupe des produits alimentaires et des boissons non alcoolisées, les articles essentiels tels que la viande (7,2 %), les légumes (6,4 %) et le pain et les céréales (6,4 %) ont connu la plus forte hausse de prix. Cette augmentation du prix des produits essentiels a exacerbé la crise alimentaire croissante du Tchad.

**Figure 1.10 : Inflation au Tchad et dans la CEMAC, 2017-23**



Source : Autorités tchadiennes et estimations des services de la Banque mondiale.

**Figure 1.11 : Variation mensuelle de l'IPC par secteur de production**



Source : Autorités tchadiennes et estimations des services de la Banque mondiale.

**La BEAC a soutenu la politique monétaire avec de nouvelles mesures pour aider à atténuer la crise du COVID-19.**

Le Comité de politique monétaire de la BEAC a tenu une réunion extraordinaire le 22 juillet 2020, afin de prendre des mesures complémentaires pour revoir la stratégie monétaire du gouvernement et de la banque centrale. Il a adopté un programme de rachat ponctuel et ciblé de titres publics de 600 milliards de francs CFA (à raison de 100 milliards de francs CFA par pays membre) sur 6 mois. Le programme de rachat de titres a été lancé le 1er septembre 2020 et renouvelé pour 6 mois en mars 2021. Cependant, ce programme n'a pas séduit de nombreux professionnels du marché, qui l'ont jugé trop complexe. Néanmoins, il a permis aux pays jugés risqués d'obtenir les fonds qu'ils recherchaient sur le marché. La BEAC n'a contribué qu'à 23,3 % des fonds levés par les pays sur le marché local entre novembre 2020 et mai 2021. Le Tchad a été le deuxième plus grand bénéficiaire<sup>6</sup> du programme de rachat de titres : 62,9 milliards XAF sur les 215,6 milliards XAF captés par les pays de la CEMAC.

**Les chocs liés à COVID-19 ont augmenté la probabilité de faillites bancaires.** La réduction significative des activités commerciales et la croissance négative du PIB ont entraîné une baisse des dépôts bancaires, ce qui a eu un impact négatif sur le secteur bancaire. En conséquence, la croissance de la monnaie au sens large a chuté de 11,3 % en 2020 à 1,7 % en 2021. La croissance du crédit à l'économie est passée de 5,5 % en 2020 à 14,6 % en 2021. Le gouvernement poursuit également ses efforts pour rembourser ses arriérés intérieurs afin de soulager les secteurs privé et bancaire.

## 1.2 Perspectives et risques économiques

### *Une reprise économique progressive*

**La croissance économique devrait progressivement s'accélérer à mesure que les prix du pétrole atteignent un pic sur les marchés mondiaux et que le commerce international et l'activité économique reprennent dans l'agriculture et l'industrie.** Les prix du pétrole ont déjà atteint des niveaux significativement élevés au premier trimestre 2022, le prix du Brent dépassant les 100 USD/baril. Les bons résultats du secteur pétrolier devraient stimuler le commerce international et stimuler les activités dans d'autres secteurs. La reprise devrait se traduire par une croissance du PIB de 2,8 % (-0,2 % par habitant) en 2022, avec une forte augmentation des exportations de pétrole et une lente reprise des activités dans le secteur des services. Selon les projections, les PIB pétrolier et non pétrolier devraient croître respectivement de 2,4 % et 3 % en 2022.<sup>7</sup> La croissance économique des autres pays exportateurs de pétrole de la région bénéficiera également de la flambée des prix du pétrole. Sous l'effet de la hausse des prix des denrées alimentaires et du pétrole, l'inflation devrait atteindre 3,5 % en 2022, avant de se stabiliser à une moyenne de 3 % (critères de convergence de la CEMAC) en 2023-24.

6 Comme en témoigne l'augmentation significative des avoirs en bons du Trésor en 2021.

7 En 2022, la croissance prévue du PIB pétrolier (2,4 %) s'explique principalement par la reprise de la production pétrolière. Le prix du pétrole, plus élevé que prévu, contribue pour environ 0,4 % à la croissance de 3 % du PIB non pétrolier.

**Compte tenu de la lenteur de la reprise économique, les effets négatifs de la pandémie sur les ménages pauvres et vulnérables devraient perdurer dans un avenir prévisible.** Le taux d'extrême pauvreté devrait passer à 38 % en 2022 en raison de la croissance négative prévue du PIB par habitant, et le nombre de pauvres devrait atteindre 6,4 millions. La persistance d'une forte inflation alimentaire, la faible couverture des programmes de protection sociale et l'absence de transformation économique structurelle limiteront la marge de manœuvre pour la réduction de la pauvreté. Pour une réduction significative du nombre absolu de pauvres, il faudrait que la croissance annuelle du PIB réel soit nettement supérieure au taux de croissance démographique élevé du Tchad (3,3 %).

**Les performances relativement élevées du secteur pétrolier continueront de stimuler la reprise en 2023-24, avec une croissance économique de 3,7 % en moyenne.** Cette croissance globale prévue du PIB n'entraînera pas de croissance significative du PIB par habitant. Le PIB non pétrolier devrait augmenter progressivement de 2,9 % en 2022 à 4,2 % en 2024, grâce à l'élimination graduelle des effets de la pandémie de COVID-19, à la fin de la transition politique et à l'adoption de réformes structurelles. Les perspectives supposent un contrôle progressif des dépenses, avec la suppression des dépenses liées à la transition politique et à la sécurité. Elles supposent également une mobilisation accrue des recettes intérieures, avec davantage d'investissements publics dans les secteurs non pétroliers essentiels. L'amélioration de la qualité et du ciblage (notamment dans l'espace) des dépenses sociales contribuerait à créer une marge de manœuvre budgétaire pour accroître l'investissement public, ce qui sous-tend également les perspectives.

**Le solde budgétaire (dons compris) devrait s'établir à 1,2 % du PIB en 2022, avant d'augmenter encore en 2023-24.** Le budget 2022 table sur une reprise économique solide, due à une production et à des prix pétroliers élevés et à une reprise post-pandémique de l'activité non pétrolière. Les recettes publiques totales (dons inclus) sont prévues à 1 330 milliards de francs CFA, soit une augmentation de 28,5 % par rapport à 2021. Des dépenses de sécurité mieux maîtrisées et la suppression des dépenses liées à la transition politique entraîneraient une modeste baisse de 3,7 % des dépenses. Les dépenses publiques totales (hors amortissement de la dette) devraient s'élever à 22,3 % du PIB, avec une baisse substantielle des investissements par rapport à 2021, dont 15,8 % du PIB en dépenses courantes et 6,5 % du PIB en investissements en capital. En 2022, les autorités prévoient un excédent budgétaire global de 0,1 % du PIB et un déficit primaire non pétrolier de 8,9 % du PIB. Alors que les recettes continueraient d'augmenter régulièrement, l'augmentation des dépenses sera modeste en 2023-24 pour atteindre l'objectif d'assainissement budgétaire fixé par le nouveau programme de réforme de la facilité élargie de crédit (FEC) du FMI.

**La restructuration de la dette est nécessaire pour ramener le risque de surendettement du Tchad de "en détresse" à "modéré".** Selon le scénario de base, le seuil du ratio service de la dette extérieure/recettes est franchi, dépassant 14 % en 2021 en raison de la baisse des recettes et de l'augmentation des emprunts en réponse à la pandémie. Le ratio ne descendrait définitivement en dessous de 14 % qu'après 2029, lorsque la dette de Glencore arrivera à échéance. Le point de référence pour la dette publique est également dépassé en 2021-26 selon le scénario de base. Dans les années à venir, la dette publique devrait augmenter légèrement, pour atteindre une moyenne de 53,9 % en 2022-24, sous l'effet de la FEC.

### Encadré 1.1 : La restructuration de la dette dans le cadre commun du G20

**Le Tchad est en situation de surendettement et doit restructurer sa dette de toute urgence.** Le gouvernement a demandé une restructuration de la dette à ses créanciers dans le nouveau cadre commun du G20. Le 16 juin 2021, les principaux créanciers officiels bilatéraux, et le 10 novembre 2021, les principaux créanciers commerciaux (Glencore) ont convenu d'une restructuration de la dette. Des discussions techniques sont en cours entre les autorités et les créanciers sur les paramètres de restructuration de la dette qui serviront de base au protocole d'accord.

**Un protocole d'accord ("MOU") sur les paramètres de la dette est attendu au premier semestre 2022.** L'augmentation du prix du pétrole complique la conclusion du protocole d'accord comme prévu initialement. Par conséquent, les discussions en cours pour trouver un accord sur le traitement de la dette avec les créanciers officiels et privés risquent d'être plus longues que prévu initialement.

**Le Tchad bénéficiant d'un accès exceptionnel, le traitement de la dette devra être suffisant pour garantir la viabilité de la dette avec une forte probabilité, c'est-à-dire que ses risques externes et globaux de surendettement - évalués comme " en surendettement " au moment de la demande de FEC - soient ramenés à " modérés " d'ici la fin de la période du programme.** Étant donné les risques substantiels de baisse, y compris la probabilité importante que les prix du pétrole puissent revenir aux niveaux observés ces dernières années, cela nécessitera un traitement de la dette basé sur des hypothèses prudentes concernant les prix du pétrole. Des contingences spécifiques devraient être incluses pour fournir une protection au Tchad au cas où les prix du pétrole baisseraient même en dessous de ces hypothèses conservatrices. En même temps, les créanciers pourraient bénéficier d'une certaine hausse si les prix restent élevés pendant une période prolongée. Un traitement comparable de la dette devra également être convenu avec les créanciers privés.

*Source : Banque mondiale.*

### **Les perspectives sont soumises à d'importants risques de détérioration**

**La reprise économique sera fragile et soumise à d'importants risques de détérioration.** Ces risques comprennent : (i) une insécurité et une instabilité accrues pendant la période de transition politique ; (ii) des tensions sur les finances publiques liées à la gestion de la transition politique ; (iii) des vagues de COVID-19 non contrôlées en raison de faibles taux de vaccination ; (iv) un processus de restructuration de la dette prolongé ; (v) de nouveaux chocs liés au climat affectant la production agricole et exacerbant l'insécurité alimentaire ; et (vi) la guerre en Ukraine et les sanctions et réponses associées. Il est probable qu'au moins un ou certains de ces risques se matérialisent et des risques simultanés sont possibles.

**Les menaces sécuritaires croissantes associées à la transition politique constituent une source de risque élevée pour la stabilité sociopolitique et un environnement commercial stable.** L'insécurité et l'instabilité régionales, en particulier les insurrections dans les pays du lac Tchad et du Sahel, exacerbent la situation sociale et économique désastreuse du Tchad. Les insurgés de Boko Haram ont continué à attaquer l'armée du pays dans la province du lac Tchad, et l'insécurité régionale s'est aggravée dans tout le Sahel, notamment au

Burkina Faso et au Mali. Le Tchad accueille des centaines de milliers de réfugiés du Soudan, du Cameroun et de la République centrafricaine, suite à des conflits intercommunautaires. La transition politique a été risquée et coûteuse. Le pays s'est engagé dans un dialogue national inclusif difficile et potentiellement coûteux, avec des élections prévues pour la fin de 2022. Ce jalon pourrait ne pas être atteint, car le pré-dialogue national, initialement prévu pour le 25 janvier 2022, a déjà été reporté deux fois. Une transition réussie pourrait placer le pays sur une meilleure voie de développement, mais un dialogue politique raté pourrait faire dérailler la reprise économique prévue.

**La gestion de la transition politique et des risques sécuritaires pourrait mettre à rude épreuve les finances publiques et entraîner un manque de prestation de services dans des secteurs sociaux essentiels tels que la santé et l'éducation.** Assurer la sécurité est coûteux, et les menaces sécuritaires élevées attirent toujours plus de ressources au détriment des dépenses de développement. En fait, la mise en œuvre du dialogue politique, qui est essentielle au succès de la transition et des élections ultérieures, sera coûteuse. Par exemple, au cours des deux dernières années, la scolarité a été entravée par des perturbations politiques et sécuritaires, des grèves d'enseignants suite à des promesses non tenues de paiement des arriérés de salaires et d'avantages sociaux accumulés depuis 2014, des grèves d'étudiants en raison des mauvaises conditions de scolarisation, et des infrastructures obsolètes.

**Le faible taux de vaccination au Tchad présente un risque de prolongation de la pandémie.** Seulement 1,6 % de la population a reçu au moins une dose de vaccin COVID-19, à la fin février 2022. Le pays doit poursuivre sa campagne de vaccination pour protéger ses agents de santé de première ligne, ses enseignants et les personnes âgées de 50 ans et plus. Cependant, il n'a pas encore acheté de doses de vaccin supplémentaires. Une résurgence du COVID-19 qui entraînerait la fermeture d'activités économiques réduirait le taux de croissance prévu.

**Un processus prolongé de restructuration de la dette pourrait faire dérailler le programme ECF récemment adopté, le soutien des donateurs et les réformes économiques.** Bien que les créanciers privés et bilatéraux du Tchad aient déjà accepté de participer au processus de restructuration de la dette, la finalisation du processus a connu des retards importants. Une prolongation des pourparlers de restructuration de la dette au-delà du premier semestre 2022 entraînerait un retard dans l'achèvement de la première revue des ECF, ce qui pourrait mettre le programme en péril.<sup>8</sup> La revue du FEC est importante pour attirer les financements des donateurs visant à soutenir la transition politique et l'adoption de réformes de politique économique liées à la gouvernance économique, au secteur social et à l'accès à l'énergie.

---

8 FMI 2021.

**Le Tchad est l'un des pays les plus vulnérables au monde aux risques du changement climatique.**<sup>9</sup> Les changements climatiques en cours contribuent à : (i) la désertification ; (ii) la dégradation des forêts, des sols et des habitats naturels ; (iii) la perte de la biodiversité ; (iv) l'épuisement des nappes phréatiques ; et (v) l'ensablement des oasis. Le changement climatique contribue également à des épisodes plus fréquents de sécheresse et d'inondation. Les conditions climatiques défavorables ont entravé la production agricole, entraînant une insécurité alimentaire en 2021, et le pays pourrait être confronté aux mêmes défis en 2022. L'agriculture du Tchad dépend fortement des conditions météorologiques. Comme dans tous les pays du Sahel, les principales caractéristiques de la météo sont une saison des pluies courte et une pénurie d'eau. Le Tchad a connu une mauvaise répartition des pluies pendant la saison des pluies 2021, et une situation similaire en 2022-24 réduirait la production agricole et sa contribution à la croissance.<sup>10</sup>

**La guerre Russie-Ukraine représente un risque à la fois négatif et positif pour le Tchad.** L'impact économique de la crise sur le Tchad se ferait principalement par le biais de la hausse des prix mondiaux des denrées alimentaires (céréales) et de l'énergie, car les liens directs avec la Russie et l'Ukraine en matière de commerce, d'investissement, de transferts de fonds et de migration sont limités. Les projections pour 2022-24 reflètent déjà la forte augmentation récente des prix du pétrole et du gaz, de l'agriculture, des métaux et des minéraux depuis janvier 2022, mais il existe un très haut degré d'incertitude lié à la guerre et à son impact économique. La hausse des prix des denrées alimentaires exacerberait les problèmes d'insécurité alimentaire du Tchad, ce qui rendrait plus difficile pour le pays de combler son déficit céréalier, qui devrait atteindre 291 000 tonnes en 2021-22.<sup>11</sup> Cependant, le Tchad bénéficierait également de la hausse des prix du pétrole, car les recettes pétrolières augmenteraient avec la hausse des prix du pétrole. Cependant, la hausse des prix du pétrole réduirait également l'avantage budgétaire de toute restructuration de la dette au titre du Cadre commun du G20 si les hypothèses de prix du pétrole augmentent pour refléter les prix actuels du pétrole, ce qui pourrait réduire l'avantage budgétaire net de la hausse des prix du pétrole.

---

9 Selon l'indice pays 2021 de l'initiative Notre Dame Global Adaptation (ND-GAIN).

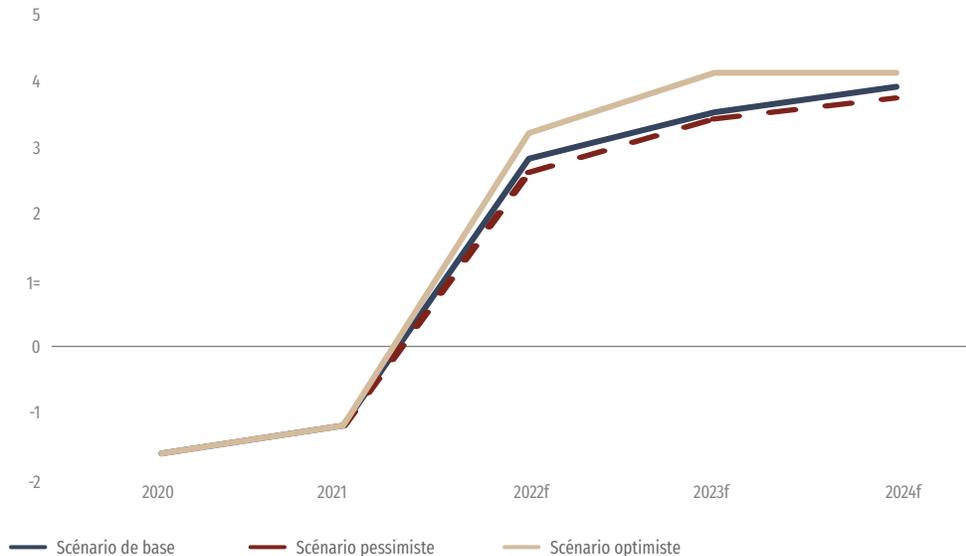
10 Sur la base des résultats du Cadre Harmonisé (CH) de décembre 2021 sur la situation d'octobre à décembre 2021, on estime à 970 000 millions le nombre de Tchadiens en situation d'insécurité alimentaire aiguë en phase 3 (crise) et en phase 4 (urgence), et à 1,7 million le nombre de Tchadiens qui devraient se trouver dans cette situation pendant la période de soudure de juin à août 2022.

11 Avant la guerre entre la Russie et l'Ukraine, les produits alimentaires se faisaient déjà rares sur les marchés locaux, notamment en raison de la mauvaise répartition des pluies lors de la dernière saison des pluies.

**Tableau 1.1 : Indicateurs macroéconomiques clés par scénario**

	2020	2021e	2022f	2023f	2024f
<i>Scénario de base</i>					
Prix du pétrole (\$/bb)	42.3	70.4	96.7	84.0	77.4
Croissance du PIB réel (%)	-1.6	-1.2	2.8	3.5	3.9
Inflation (IPC, %)	3.5	1.0	3.5	3.0	3.0
Balance des comptes courants (% PIB)	-7.8	-6.0	3.6	1.4	-2.1
Solde budgétaire (% du PIB)	1.2	-4.3	1.2	3.2	3.1
<i>Scénario pessimiste (croissance plus faible)</i>					
Prix du pétrole (\$/bb)	42.3	70.4	65.9	63.0	61.0
Croissance du PIB réel (%)	-1.6	-1.2	2.6	3.4	3.7
Inflation (IPC, %)	3.5	1	2.9	2.8	2.8
Balance des comptes courants (% PIB)	-7.8	-5.6	-5.2	-6.1	-6.9
Solde budgétaire (% du PIB)	1.2	-4.3	-0.5	1	-0.9
<i>Scénario optimiste (croissance plus élevée)</i>					
Prix du pétrole (\$/bb)	42.3	70.4	96.7	84.0	77.4
Croissance du PIB réel (%)	-1.6	-1.2	3.2	4.1	4.1
Inflation (IPC, %)	3.5	1.0	3.5	3.0	3.0
Balance des comptes courants (% PIB)	-7.8	-6.0	3.6	1.3	-2.1
Solde budgétaire (% du PIB)	1.2	-4.3	0.3	1.0	0.7

**Source :** Calculs des services mondiaux.

**Figure 1.12 : Scénarios de croissance**

Source : Calculs des services mondiaux.

**Les perspectives de croissance à moyen terme dépendront des prix du pétrole<sup>12</sup>.** Bien que le prix du pétrole soit relativement élevé depuis quelques mois, les revenus pétroliers à moyen et long terme restent très incertains. Le cadre macroéconomique présenté dans le scénario de base suppose un prix du pétrole élevé de 96,7 dollars US par baril (bbl) en 2022 qui se maintiendra à environ 84 dollars US/bbl en 2023-24 (Table 1 1). Il suppose également que la trajectoire des dépenses publiques suivra le programme FEC du FMI récemment adopté. La présente mise à jour économique envisage deux autres scénarios : un scénario pessimiste et un scénario optimiste. Le scénario pessimiste suppose une hausse modeste des prix du pétrole et, comme les Perspectives de l'économie mondiale d'octobre, le plan d'assainissement budgétaire du FCE. En revanche, le scénario optimiste prend en compte le prix élevé du pétrole (le scénario de base) mais suppose que le gouvernement n'affichera pas un important excédent budgétaire. Plus précisément, les deux tiers de l'excédent attendu seront utilisés pour financer les dépenses publiques, dont environ 40 % pour les dépenses d'investissement. Si la manne pétrolière attendue est utilisée pour renforcer les dépenses sociales et d'investissement, la croissance pourrait atteindre 3,2 % en 2022 et 4,1 % en 2023-24. Dans le scénario pessimiste, où les prix du pétrole sont inférieurs aux prévisions, le PIB s'établirait à 2,6 % en 2022 et à 3,5 % en 2023-24 (Figure 1.12).

12 La production de pétrole dépend de la capacité technique des compagnies pétrolières, et celle-ci reste généralement stable sur 2-3 ans.

### **Impact de l'inflation sur la pauvreté**

**L'inflation a eu un impact sur les ménages en 2020-21 et devrait continuer à avoir un impact en 2022.** Les données de l'enquête ECOSIT 4 suggèrent que 20 pour cent des ménages tchadiens (25 pour cent dans les zones urbaines et 19 pour cent dans les zones rurales) ont connu des prix alimentaires élevés au cours des 3 dernières années précédant la réalisation de l'enquête en 2018/19. Si les prix ont baissé au Tchad en 2018-19, ils ont augmenté au cours des années suivantes, l'IPC ayant augmenté de 3,5 pour cent et de 1,0 pour cent en 2020 et 2021, respectivement, et il devrait augmenter de 3,5 pour cent en 2022.

**Une analyse de simulation est utilisée pour évaluer l'impact de l'inflation sur la pauvreté par tête.** En utilisant une estimation du système de demande pour tenir compte des réponses comportementales des ménages à un changement donné des prix alimentaires, nous simulons trois scénarios différents pour évaluer l'impact de l'inflation sur la pauvreté au Tchad (Figure 1.15). Dans le premier scénario (pas d'inflation), les ménages ont connu le même prix qu'en 2018 pendant les 4 années suivantes (2019, 2020, 2021 et 2022). Dans le deuxième scénario (statu quo), l'inflation en 2019-22 est considérée comme étant la même qu'en 2018. Dans le troisième scénario (inflation réalisée), on suppose que les ménages sont confrontés au niveau d'inflation qui a été réalisé au cours de chaque année plus la projection en 2022. Dans chaque scénario, le revenu des ménages augmente au même rythme que la croissance du PIB par habitant. Étant donné que les données sur la pauvreté datent de 2018, l'année de référence de la simulation est de 2018.<sup>13</sup>

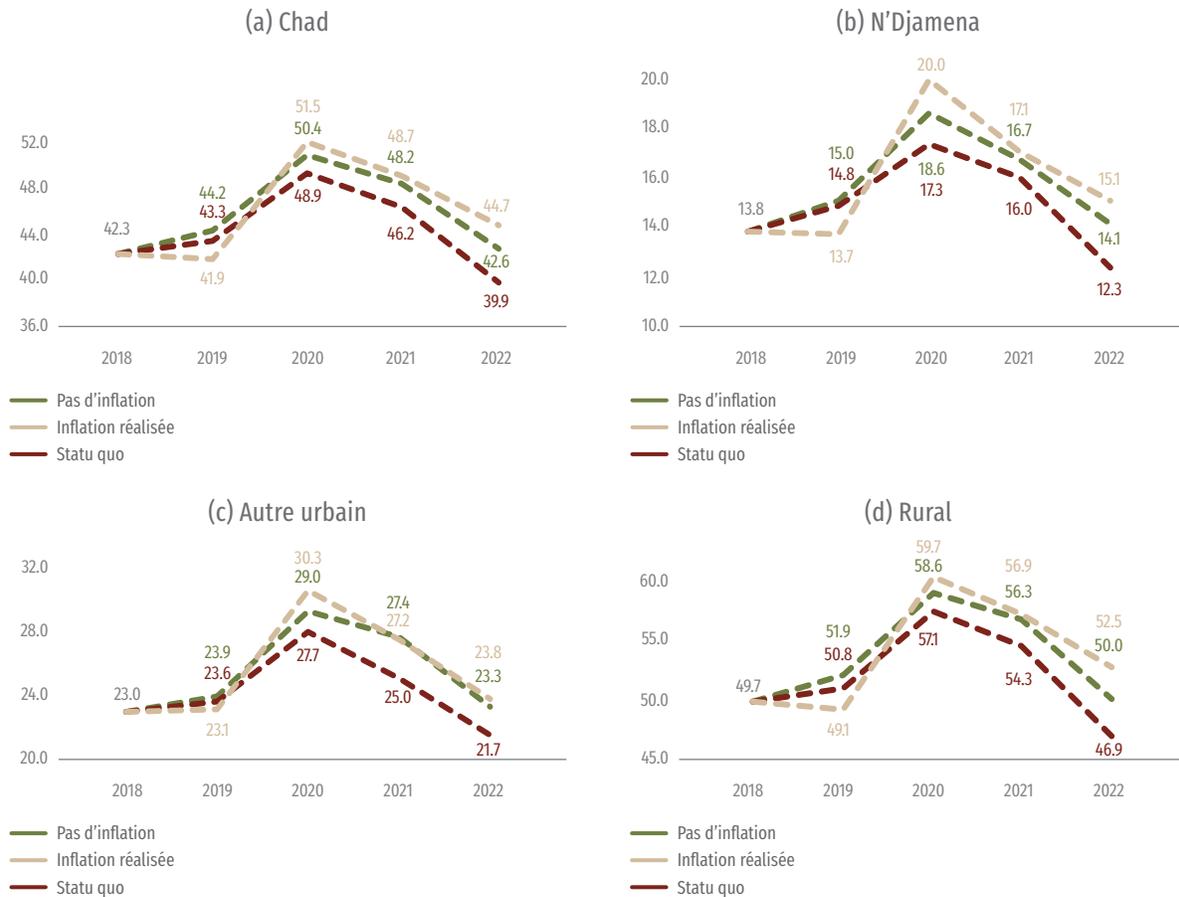
**Les scénarios confirment que l'inflation a entravé les progrès en matière de réduction de la pauvreté, les périodes d'inflation étant associées à des taux de pauvreté plus élevés.** Alors que le pays a connu une hausse des prix en 2020, 2021 et 2022, après une déflation en 2019, le taux de pauvreté est plus élevé pour le scénario d'inflation réalisée par rapport aux scénarios de statu quo (inflation égale à celle de 2018) et d'absence d'inflation (inflation égale à 0). En 2022, le taux de pauvreté selon le scénario d'inflation réalisée (44,7 %) est supérieur de 4,8 ppts à celui du scénario de statu quo (39,9 %). Comme l'inflation est négative en 2022 dans le scénario du statu quo, les ménages ont connu une amélioration de leur pouvoir d'achat grâce à une baisse des prix et une augmentation de leurs revenus grâce à la croissance économique. La valeur réalisée de l'inflation en 2022 est de 3,5 pour cent, ce qui signifie que les ménages ont connu une détérioration de leur pouvoir d'achat en raison de prix élevés alors que leurs revenus ont augmenté.

**Pour tous les scénarios, l'effet de l'inflation sur la pauvreté semble avoir été plus modéré dans les zones urbaines que dans les zones rurales (Figure 1.13).** Entre 2020 et 2022, l'écart entre les taux de pauvreté projetés dans le cadre des scénarios de statu quo et d'inflation réalisée a varié de 2,6 ppts à 5,6 ppts dans les zones rurales, tandis que l'écart a varié de 1,1 ppts à 2,8 ppts dans la capitale. Dans les autres zones urbaines, l'écart le plus étroit était de 2,1 ppts, presque identique à l'écart le plus large de 2,6 ppts.<sup>14</sup>

<sup>13</sup> Voir Annex 2: Poverty methodological note pour les détails méthodologiques de l'analyse.

<sup>14</sup> Voir l'annexe 3 pour une analyse détaillée des élasticités de la consommation et du bien-être des ménages par rapport aux prix alimentaires.

Figure 1.13 : Impact de l'inflation sur les taux de pauvreté



Source : Calculs des services de la Banque mondiale à partir des données d'ECOSIT 4 et de l'indice des prix à la consommation.

Note : Dans le premier scénario (pas d'inflation), on suppose que les ménages seront confrontés aux mêmes niveaux de prix que ceux de 2018 (année de l'enquête) au cours des quatre prochaines années (2019, 2020, 2021 et 2022). Dans le deuxième scénario (business as usual), l'inflation en 2019, 2020, 2021 et 2022 est considérée comme identique à l'inflation en 2018. Dans le troisième scénario (inflation réalisée), on suppose que les ménages sont confrontés au niveau d'inflation qui a été réalisé au cours de chaque année, plus la projection en 2022. Pour chacun de ces scénarios, on suppose en outre que le revenu des ménages augmente au même rythme que le taux de croissance du PIB nominal par habitant.

**Il est nécessaire d'aider les ménages par le biais du système de protection sociale à faire face aux augmentations de prix, en particulier dans le contexte de la pauvreté alimentaire généralisée au Tchad.** Cela permettrait aux ménages d'éviter de tomber dans la pauvreté et de réduire leur risque d'insécurité alimentaire. En effet, selon l'évaluation de la pauvreté au Tchad de la Banque mondiale, 15 % des personnes sont considérées comme " pauvres en nourriture ", ce qui signifie qu'elles ne peuvent pas satisfaire un besoin nutritionnel de base de 2 300 kilocalories par jour. En outre, les programmes publics d'assistance sociale actuels du pays sont limités et ne parviennent souvent pas à atteindre la population la plus pauvre et la plus vulnérable. Dans un contexte de hausse des prix, les enfants tchadiens risquent de souffrir d'une insécurité alimentaire qui aurait un impact négatif sur l'accumulation de leur capital humain.

### Encadré 1.2 : Révisions des indicateurs macro-fiscaux clés des Perspectives macro-pauvreté de la Banque mondiale, y compris l'impact de la guerre Russie-Ukraine.

La croissance du PIB réel du Tchad en 2021 a été révisée à la baisse en raison des perturbations économiques du deuxième trimestre 2021 suite à la consolidation du pouvoir entre les nouvelles autorités et à la suspension de la production de pétrole sur les usines Esso. L'estimation de la croissance pour 2022 a été révisée légèrement à la hausse en raison des perspectives positives pour le secteur pétrolier, les services et l'agriculture devraient également se renforcer. L'inflation a été revue à la baisse pour 2021, les mesures de confinement affectant les chaînes d'approvisionnement nationales ayant été levées et les frontières ayant été rouvertes. Les conséquences économiques de la guerre entre la Russie et l'Ukraine se feraient principalement sentir par la hausse des prix mondiaux des denrées alimentaires (céréales/engrais) et de l'énergie, ce qui a entraîné une révision à la hausse (+0,5 point de pourcentage) de l'estimation de l'inflation pour 2022. L'augmentation des dépenses de sécurité et de transition et le décalage d'un an de la principale composante de l'imposition des revenus pétroliers ont entraîné une révision à la baisse significative (-3,1 points de pourcentage) du solde budgétaire de 2021. La valeur des exportations de pétrole devant augmenter en raison de la hausse des prix mondiaux du pétrole, la balance des comptes courants a été révisée à la hausse (+8,9 points de pourcentage) pour devenir un excédent des comptes courants. Le solde budgétaire de 2022 devient un léger excédent en raison de la hausse des prix du pétrole en 2021 et du décalage d'un an des recettes.

**Tableau 1.2 : Révisions des estimations macro-fiscales entre les Perspectives macro-pauvreté de la Banque mondiale automne 2021 (octobre 2021)<sup>15</sup> et printemps 2022 (à venir)**

Indicateur macro-fiscal clé	(a) Perspectives macro-pauvreté automne 2021		(b) Perspectives macro-pauvreté Printemps 2022		(c) Différence (b) - (a)	
	2021f	2022f	2021e	2022f	2021	2022
Croissance annuelle du PIB réel (%)	0.9	1.8	-1.2	2.8	-2.1	1
Inflation annuelle (IPC) (%)	3.0	3.0	1.0	3.5	-2	0.5
Solde budgétaire (% du PIB)	-1.2	0.2	-4.3	1.2	-3.1	1
Balance des comptes courants (% du PIB)	-4.6	-5.3	-6.0	3.6	-1.4	8.9

**Source :** Estimations des services de la Banque mondiale.

<sup>15</sup> Perspectives macro-pauvreté automne 2021 [https://www.worldbank.org/en/publication/macro-poverty-outlook/mpo\\_ssa](https://www.worldbank.org/en/publication/macro-poverty-outlook/mpo_ssa)

### **1.3 Lutter contre la pauvreté, saisir les occasions de renouveler le contrat social et accélérer la croissance**

**Pour atténuer l'impact d'une récession économique de deux ans sur la pauvreté, le gouvernement pourrait investir dans les secteurs sociaux.** La mise en œuvre du budget 2022, ainsi que la conception du budget 2023, devraient donner la priorité aux dépenses sociales, notamment aux dépenses liées aux soins de santé, telles que l'augmentation du nombre de médecins, d'infirmières, d'autres personnels médicaux, de matériel médical et de médicaments. La même priorité devrait être accordée à l'éducation pour s'assurer que les enfants restent à l'école et qu'il n'y a pas de discrimination entre les sexes (Kabir, Dudu et Tchana Tchana 2021). Les autorités devraient également œuvrer à l'intégration progressive des *maîtres* communautaires dans la masse salariale. Enfin, le gouvernement doit fournir des fonds pour soutenir les ménages pauvres et vulnérables ainsi que les personnes déplacées à l'intérieur du pays et les réfugiés.

**Il est important d'assurer la sécurité alimentaire dans l'environnement géopolitique actuel.** La sécurité alimentaire a été un défi majeur en 2021 et pourrait l'être encore plus en 2022, en fonction des conditions météorologiques et de la guerre Russie-Ukraine. Le gouvernement devrait envisager de maintenir la banque alimentaire créée en 2021 et de lui fournir les types de céréales appropriés. Les autorités doivent également adopter des politiques visant à rendre l'agriculture plus résistante aux chocs climatiques.

**Pour améliorer l'efficacité des dépenses publiques, le gouvernement doit poursuivre les réformes de la gestion des finances publiques.** Par exemple, pour améliorer l'efficacité de ses services, la douane est en train de migrer son système de gestion vers ASYCUDA World, ce qui simplifiera les procédures, optimisera les contrôles et sécurisera les recettes douanières. En 2021, la masse salariale du gouvernement a été transférée vers le nouveau système intégré de gestion des finances publiques (SIGFIP), qui permettra de sécuriser les recettes, les dépenses, la traçabilité, la piste d'audit et la transparence dans l'exécution des dépenses et des paiements. Les fonctionnaires ont été identifiés et inscrits par voie biométrique dans tout le pays. Le SIGFIP est mis en œuvre en partenariat avec le gouvernement rwandais, qui a réitéré son soutien dans d'autres domaines, notamment les impôts et le cadastre.

**Le gouvernement et la société tchadienne doivent saisir l'occasion du processus de dialogue national en cours pour s'accorder sur un nouveau contrat social.** Le Tchad a souffert d'épisodes récurrents d'insécurité, de conflits, de guerres et d'instabilité politique. La transition politique actuelle, avec le processus de dialogue national intégré, pourrait être l'occasion pour les élites politiques de s'entendre sur les règles communes qui régissent la compétition politique. Plus important encore, le pays doit s'entendre sur les services publics à privilégier et sur la manière d'accélérer le programme de développement et d'apaiser les conflits entre les différents groupes. Le gouvernement, ainsi que toutes les parties prenantes au Tchad, doivent saisir cette occasion pour faire pression en faveur d'un système politique, administratif et économique qui améliorera considérablement la prestation des services publics.

**Le Tchad doit épargner sa manne pétrolière dans le fonds de stabilisation pour l'utiliser en cas de ralentissement économique.** Les prix internationaux du pétrole sont en hausse depuis juin 2021, et la récente guerre entre la Russie et l'Ukraine ainsi que les développements qui en découlent sont susceptibles de maintenir les prix du pétrole à un niveau élevé en 2022. La volatilité des prix du pétrole dans le passé et son impact sur le bien-être de la population appellent à une utilisation prudente de la manne prévue. Pour accumuler des réserves, le pays devrait utiliser le fonds de stabilisation actuel de la BEAC pour épargner toute manne supplémentaire. Selon la loi actuelle sur le fonds de stabilisation, le gouvernement tchadien pourrait épargner jusqu'à 20 milliards de francs CFA en 2022 avec le niveau actuel des prix du pétrole. Le gouvernement devrait envisager d'augmenter la taille du fonds si la manne reste élevée en 2023. Cela permettrait également au gouvernement de planifier convenablement ses projets d'investissement et de s'assurer qu'il dispose de la capacité d'absorption et de mise en œuvre technique adéquate.

**Pour stimuler la croissance économique, le gouvernement doit accélérer l'achèvement de ses efforts de restructuration de la dette.** Le Tchad a demandé la restructuration de sa dette au titre du cadre commun du G20 en décembre 2020. Quinze mois plus tard, les créanciers officiels bilatéraux et commerciaux ne se sont pas encore mis d'accord sur les paramètres de restructuration de la dette. Ces retards rendent plus difficile la conclusion d'un accord dans un environnement géopolitique et économique déjà instable. Le gouvernement et ses partenaires internationaux de développement devraient conclure le processus de restructuration de la dette afin de pouvoir se concentrer sur les réformes économiques.

## 2 THÈME SPÉCIAL : RENFORCEMENT DES CHAÎNES DE VALEUR DE L'AGRICULTURE ET DE L'ÉLEVAGE POUR LA DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE

**Le gouvernement doit adopter des politiques et développer des stratégies visant à accélérer la diversification économique et la transformation structurelle du pays.** Le chapitre 1 a identifié l'agriculture comme le principal moteur de la croissance en 2021, avec une contribution de 1,5 ppts à la croissance, tandis que les autres secteurs ont eu une contribution négative. Alors que la croissance économique devrait augmenter avec le pic progressif des prix du pétrole sur les marchés mondiaux, une reprise durable doit être basée sur le secteur non pétrolier, y compris l'agriculture, car le secteur pétrolier est très volatile. Compte tenu du fort potentiel du Tchad en matière d'agriculture et d'élevage, l'amélioration de la productivité par le renforcement des chaînes de valeur pourrait contribuer à renforcer la résilience aux chocs, à créer des emplois et à réduire la dépendance du pays vis-à-vis du pétrole. En outre, le Tchad est confronté à une détérioration de la sécurité alimentaire, notamment dans le contexte de l'impact de la guerre Russie-Ukraine. Une agriculture et un secteur de l'élevage plus robustes devraient soutenir la sécurité alimentaire, qui fait cruellement défaut. Le Tchad bénéficierait également d'une intégration plus profonde dans le grand marché régional et accélérerait les échanges avec ses voisins.<sup>16</sup>

### **2.1 Tirer parti du secteur agricole pour diversifier l'économie**

#### **Aperçu du secteur agricole du Tchad**

**Le secteur agricole est important pour l'économie tchadienne, et la plupart des ménages ruraux en dépendent pour leurs moyens de subsistance et leur sécurité alimentaire.** L'agriculture soutient les moyens de subsistance d'environ 88 pour cent des ménages au Tchad (WITS 2021), mais sa part du PIB a diminué au cours de la dernière décennie, passant de 52,0 pour cent en 2010 à 28,5 pour cent en 2019. La croissance du secteur agricole stagne à 3 ou 4 pour cent par an depuis 2017, après avoir précédemment enregistré des périodes d'expansion ou de contraction au cours des 19 dernières années (BM 2021). Le secteur emploie environ trois quarts de la main-d'œuvre du pays, une part qui est restée relativement constante au cours de la dernière décennie (BM 2021). Les estimations pour 2018 montrent une ségrégation limitée entre les sexes dans la participation à la main-d'œuvre du secteur, les femmes et les hommes représentant respectivement 45 % et 55 % de la main-d'œuvre agricole (OIT 2021).

---

<sup>16</sup> Ce chapitre est basé sur deux rapports de la Banque mondiale récemment achevés : Revue du secteur agricole du Tchad (Banque mondiale 2022a) et Analyse du marché du bétail au Tchad (Banque mondiale 2022b).

**Tableau 2.1 : Le secteur agricole du Tchad (Pourcentage)**

	2019
Part du secteur agricole dans le PIB (2019)	28,5
Croissance annuelle du secteur agricole (moyenne 2017-19)	3,5
Part de la valeur des exportations agricoles (2019)	4
Participation totale de la population active dans le secteur agricole (moyenne 2010-2018)	76
Taux d'activité des femmes dans le secteur agricole (2018)	45
Participation des hommes au marché du travail dans le secteur agricole (2018)	55
Estimation de la part des terres arables cultivées (2018).	11

Source : WFP 2017; PRINDEX 2020; WB 2020a, 2021; ILO 2021; ITC 2021).

**En termes de superficie cultivée, le système de production agricole du pays est dominé par la culture de plantes vivrières pour la consommation des ménages plutôt que par des cultures de rente.** Le système d'agriculture de subsistance au Tchad se caractérise par une faible utilisation d'engrais, moins de 5 % des ménages déclarant en utiliser, et une faible mécanisation, la possession d'un tracteur ne représentant que 0,5 % (BM 2020a). La taille moyenne des exploitations pour les parcelles pluviales est inférieure à 1 hectare (ha) (BM 2020a). En 2017, 4,5 millions d'ha étaient cultivés, dont seulement 43 000 ha étaient irrigués (6 000 ha en irrigation complète et 37 000 ha en irrigation partielle). On estime que seulement 11 pour cent des terres arables sont actuellement cultivées (PAM 2017).

**La transformation de l'agriculture de subsistance en chaînes de valeur modernes et complexes fait défaut.** Les chaînes de valeur agricoles au Tchad restent sous-développées pour les cultures de rente et très limitées dans le cas des cultures vivrières. Elles sont fragmentées et inefficaces, avec un manque de certifications, de normes et de systèmes de classement, ce qui empêche le pays d'exploiter le plein potentiel de la production végétale. Cette situation est aggravée par la faiblesse ou l'absence d'infrastructures matérielles, le développement limité du secteur privé et l'insuffisance de l'approvisionnement en énergie. Il n'existe pas de stratégie nationale officielle pour soutenir le développement de la chaîne de valeur, mais les cultures commerciales et alimentaires sont signalées comme des opportunités potentielles dans les documents de politique sectorielle liés à l'agriculture, tels que la Stratégie nationale de réduction de la pauvreté (SRP I, 2003-2006 et SRP II, 2008-2011), le Plan national d'investissement pour le secteur rural (PNISR) (2014-2020, 2016-2022), le Plan de développement agricole 2013-2018 et le Plan d'intervention pour le développement rural (PIDR).

**Tableau 2.2 : Principales valeurs commerciales, cultures exportées par le Tchad**

	Coton	Gomme arabique	Sésame
Avantage comparatif révélé, 2019	1.49	924	148
Valeur totale des exportations mondiales en 2019 (millions de dollars US)	39.19	319	3.40
Quantités totales exportées du Tchad en 2019 (milliers de tonnes)	0.86	16.23	26.18
Valeur totale des exportations du Tchad en 2019 (millions de dollars US)	1.41	21.27	36.80
Part de la valeur des exportations mondiales en 2019 (%)	0.004	6.67	1.07

Source : ITC, 2021 ; WITS, 2021.

*Le Tchad dispose d'un potentiel inexploité en matière de produits agricoles de base.*

Le Tchad a un avantage comparatif dans le sésame et la gomme arabique, avec un important potentiel de croissance et de réduction de la pauvreté.<sup>17</sup> Si le coton a historiquement été une importante culture de rente pour le pays, il s'est effondré au milieu ou à la fin des années 2010 et se redresse actuellement grâce à de nouveaux investissements du secteur privé. Le Tchad est actuellement le deuxième plus grand producteur et exportateur de gomme arabique brute au monde, talonnant le Soudan - premier producteur qui a exporté 5 fois plus que le Tchad en 2016. Le pays doit donc aller au-delà de la production de coton et embrasser son avantage comparatif dans d'autres cultures, notamment en développant sa production de sésame et de gomme arabique et ses chaînes de valeur.

*Zones agroécologiques et potentiel des ressources naturelles pour l'agriculture et les activités agricoles*

**Le Tchad possède trois zones bioclimatiques qui sont associées à trois grands systèmes agricoles (FAO 2005 ; FAO et Union européenne 2017).** La zone saharienne ou désertique au nord représente 47 % de la surface du Tchad. Cette zone est caractérisée par une pluviométrie inférieure ou égale à 100 mm/an ; un système oasien complexe associé à la production de dattes ; une agriculture de subsistance irriguée ; un petit élevage sédentaire ; et un élevage transhumant de chameaux. Cette zone abrite 2 % de la population du pays. Au centre du pays, la zone sahélienne représente 43% du territoire et se caractérise par une pluviométrie variant entre 100 et 600 mm/an, une vocation agropastorale et des zones d'élevage, bien que l'agriculture soit également présente. Elle abrite 51% de la population totale. Enfin, la place soudanaise du sud couvre environ 10 % du territoire et se caractérise par une pluviométrie variant entre 600 et 1200 mm/an et des systèmes de production diversifiés, associant les cultures vivrières et la culture du coton à l'élevage de petits ruminants bovins, porcins et avicoles.

<sup>17</sup> Selon le diagnostic du secteur privé du Tchad 2022 et la mise à jour du diagnostic systématique du Tchad 2022 (Banque mondiale 2022c).

**Figure 2.1 : Les zones agro-écologiques du Tchad**

### Farming Systems

Source : Profil pays de la FAO,

<http://www.fao.org/countryprofiles/maps/map/en/?iso3=TCD&mapID=601>.

**La diversité agro-écologique du pays constitue un potentiel de diversification des cultures, et son cheptel (hors volailles) est estimé à environ 94 millions de têtes.** Au nord, les parcours semi-arides du Sahel fournissent des pâturages au bétail pendant la saison des pluies. Le Tchad est doté de ressources pastorales considérables, couvrant plus de 79 millions d'hectares de pâturages naturels. Le pays compte plus de 1,4 million de ménages pastoraux, pour une population pastorale totale estimée à 7,6 millions de personnes. La plupart des cultures vivrières et de rente du Tchad sont cependant produites dans ses terres les plus fertiles du sud. Le pays est doté d'abondantes ressources en terre et en eau. Bien que le potentiel de croissance du secteur agricole soit élevé, il n'est pas réalisé, ce qui constitue un défi de développement critique et une contrainte clé pour la réduction de la pauvreté (Banque mondiale 2020).<sup>18</sup>

### L'état des chaînes de valeur agricoles au Tchad

**Les chaînes de valeur agricoles recèlent un potentiel de développement économique non négligeable en créant des emplois dans l'économie agricole et non agricole** (Jayne, Chamberlin et Benfica 2018 ; Thurlow 2021). Le potentiel des chaînes de valeur agricoles va plus loin que la production primaire de produits agricoles. En effet, une chaîne de valeur complète englobe : (i) les intrants fournis aux agriculteurs et aux entreprises de transformation alimentaire, qui peuvent être importés ; (ii) les individus et les entreprises qui agrègent la production agricole pour la vendre aux entreprises de transformation ; (iii) les entreprises de transformation qui vendent des produits aux commerçants ; et (iv) les commerçants qui exportent les produits ou les vendent à l'industrie des services (par exemple, les restaurants, les bars ou les hôtels). Ce processus entraîne la création d'emplois, car de multiples services sont créés à différents points de la chaîne de valeur agricole, de la production à la consommation des aliments. Par conséquent, plus la chaîne de valeur est moderne et complexe, plus le nombre et les types de services nécessaires sont importants (Jayne, Chamberlin et Benfica, 2018 ; Thurlow, 2021).

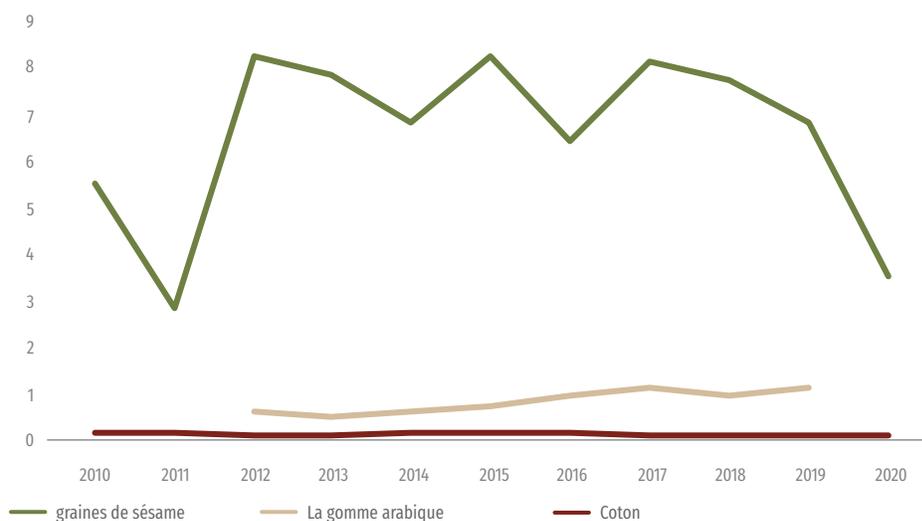
<sup>18</sup> Selon les estimations de la Banque mondiale et du ministère de l'Agriculture du Tchad (2014), le Tchad dispose de : (i) 39 millions d'ha de terres cultivables (30 pour cent du territoire), dont 19 millions d'ha de terres arables, composées de 13,3 millions d'ha défrichés pour l'agriculture et de 5,6 millions d'ha à potentiel d'irrigation, dont 435 000 ha facilement irrigables ; (ii) 84 millions d'ha de pâturages naturels et 23,3 millions d'ha de formations forestières naturelles, qui permettent de nourrir une population de plus de 20 millions de ruminants ainsi que d'abriter une faune encore abondante et variée qui constitue une source importante de biodiversité.

### Chaînes de valeur agricoles : Gomme arabique et sésame

#### **Au Tchad, les chaînes de valeur agricoles restent sous-développées pour les cultures de rente et limitées pour les cultures vivrières.**

Les cultures commerciales du pays destinées à l'exportation comprennent le coton, le sésame, la gomme arabique, le tabac, l'arachide et la canne à sucre. Les cultures vivrières comprennent le riz, le maïs, le millet et le sorgho pour les cultures céréalières. Le blé, les haricots, la patate, le manioc sont également des cultures vivrières importantes, notamment pour la sécurité alimentaire du pays. Les trois principales cultures exportées par le Tchad sont la gomme arabique, les graines de sésame et le coton, bien qu'elles ne représentent qu'une faible part de leurs marchés mondiaux respectifs.

**Figure 2.2 : Part du marché mondial des exportations de produits agricoles du Tchad (Part de la valeur des exportations mondiales, en %)**



Source: WITS 2021.

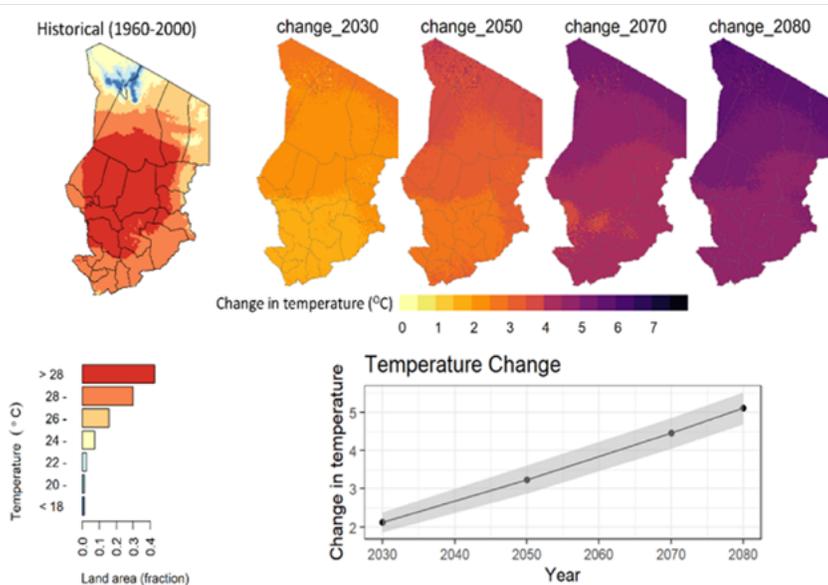
#### **Le Tchad dispose également d'un solide avantage comparatif révélé dans les graines de sésame et la gomme arabique, mais le pays doit développer davantage leurs chaînes de valeur pour tirer pleinement parti de leur potentiel.**

Dans le cas du sésame, les marchés mondiaux et régionaux se développent plus rapidement que pour tout autre secteur. Les graines de sésame et la gomme arabique ont montré qu'elles pouvaient augmenter le pouvoir d'achat des agriculteurs et des entrepreneurs ruraux. Les agriculteurs ont de plus en plus délaissé la production de coton au profit du sésame, étant donné que les deux cultures utilisent des nutriments similaires et ne peuvent donc pas être cultivées ensemble sur les mêmes terres. Contrairement au coton, le commerce des graines de sésame est décentralisé, ce qui signifie qu'elles sont achetées par plusieurs acheteurs, ce qui offre une plus grande probabilité de fixation de prix compétitifs. Un autre avantage de l'investissement dans le secteur du sésame est que les négociants, grossistes et exportateurs exportent généralement aussi de la gomme arabique. Bien que le marché mondial de la gomme arabique soit stagnant, il existe d'importantes possibilités d'ajout de valeur au niveau national, à l'instar du Soudan voisin.

**Les chaînes de valeur du sésame et de la gomme arabique du pays sont sous-développées.** Les semences sont mises à disposition par l'Institut tchadien de recherche agricole pour le développement et par des projets d'aide. Elles sont fournies par le biais du commerce transfrontalier informel ou par la multiplication des semences générées par la récolte précédente, le rendement diminuant considérablement après les semences de deuxième et troisième génération. En ce qui concerne la gomme arabique, seule une partie de la chaîne de valeur se déroule au Tchad, et aucune valeur ajoutée importante telle que la transformation ou la fabrication ne se produit dans le pays. Bien que certains récoltants soient vaguement structurés en coopératives villageoises lancées par des projets d'aide, il est difficile de déterminer leur nombre et leur localisation.

**Le développement des chaînes de valeur du sésame et de la gomme arabique souffre de la faiblesse de la réglementation et de la gestion, d'une fiscalité inappropriée et du manque de soutien du gouvernement.** Tout d'abord, il n'y a pas de réglementation sur le classement de la qualité et la traçabilité (par exemple, le grade HPS ou hand-picked-selected), et l'absence d'installations de triage réduit la qualité. La faible organisation du secteur contribue également à limiter le pouvoir de négociation des producteurs. Deuxièmement, il n'existe pas de programme de gestion des forêts (comme le programme d'aménagement forestier pour l'acacia au Sénégal), ce qui contribue à la surexploitation des arbres sauvages. Troisièmement, ces produits souffrent d'une politique de taxation inappropriée. Par exemple, les exportateurs de sésame doivent faire face à des taxes locales importantes, parfois dans chaque canton par lequel les marchandises transitent. Enfin, les intrants/engrais et les programmes de formation gérés par le gouvernement sont tous orientés vers le coton plutôt que vers le sésame, car soutenir les cultivateurs de sésame est contraire aux intérêts de CotonTchad - la société parapublique tchadienne qui a le monopole de l'achat et de l'exportation du coton.

**Figure 2.3 : Changements de température prévus au Tchad jusqu'en 2080**



Source : Banque mondiale/Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) 2021.

### Limites de la productivité agricole et de la création de chaînes de valeur

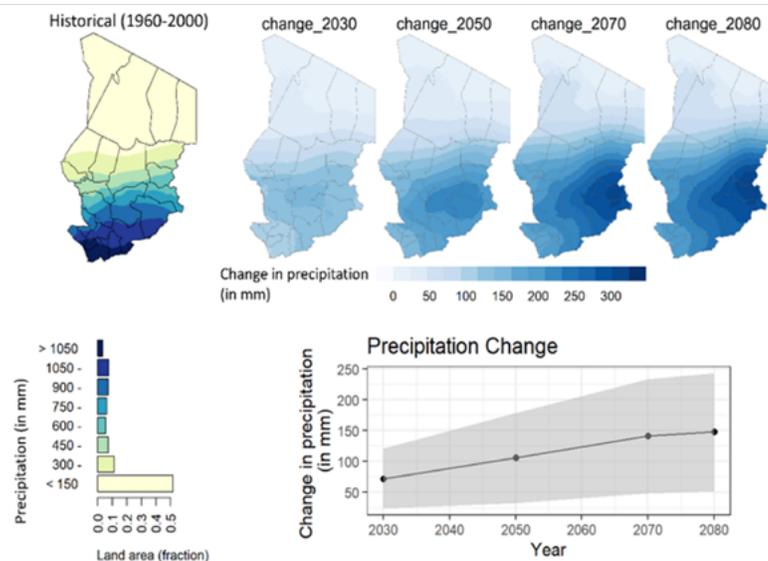
#### La faible productivité agricole du Tchad est due à une série de contraintes sur l'exploitation et hors exploitation

(Banque mondiale 2020). Malgré sa bonne dotation en ressources naturelles, la productivité du secteur agricole du pays a augmenté plus lentement que dans la plupart des autres pays présentant des conditions agroclimatiques similaires. Les contraintes au niveau des exploitations sont les suivantes (i) la faible utilisation de semences améliorées et d'engrais (moins de 5 pour cent des agriculteurs utilisent des semences améliorées et moins de 2,5 pour cent utilisent des engrais) ; (ii) des services de vulgarisation inefficaces et manquant de ressources (712 agents de vulgarisation au total pour jusqu'à 11 millions d'agriculteurs) ; et (iii) une utilisation insuffisante des techniques de gestion durable des ressources naturelles (par exemple, la terre et l'eau) pour les cultures et le bétail. Les contraintes non agricoles comprennent : (a) des systèmes de distribution d'intrants peu développés ; (b) des coûts de transport élevés ; et (c) un secteur privé faible qui limite la disponibilité et augmente le coût des intrants améliorés (notamment les semences et les engrais). Outre l'accès limité aux transports, le manque général de services d'infrastructure essentiels dans les zones rurales, à savoir l'énergie, le stockage et les unités de transformation, entrave également le développement des activités agricoles et non agricoles.

#### La faiblesse de l'environnement institutionnel a réduit la capacité du pays à améliorer la productivité agricole et à soutenir le développement des chaînes de valeur.

Les contraintes institutionnelles comprennent, sans s'y limiter, les éléments suivants (i) l'insécurité foncière (par exemple, la législation sur les terres, les agriculteurs et les éleveurs, etc.), avec moins de 7 000 titres fonciers, en raison de la dépendance persistante à l'égard des systèmes traditionnels d'attribution et d'administration des terres, ce qui décourage les investissements dans des améliorations permettant d'accroître la productivité ; (ii) une décentralisation incomplète ; (iii) un vide juridique ou la non-application de certains textes juridiques et de leurs décrets d'application ; (iv) un accès insuffisant aux services sociaux essentiels (par ex, l'éducation, la santé, l'eau potable, l'hygiène et l'assainissement) ; et (v) un manque persistant de mesures concrètes pour mieux répondre aux principaux problèmes qui ont un impact sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Figure 2.4 : Changements prévus dans les précipitations au Tchad jusqu'en 2080



**Si le pays a utilisé les revenus pétroliers pour se concentrer sur d'importants investissements en capital dans le secteur agricole, ceux-ci n'ont pas été intégrés dans une stratégie formelle.** Par exemple, le développement d'installations hydro-agricoles et le déploiement de plus de 3 000 tracteurs pour soutenir la mécanisation de l'agriculture n'étaient pas conformes à une stratégie formellement développée et adaptée. En conséquence, environ un tiers des tracteurs et des périmètres irrigués ont été estimés comme cassés ou considérablement dégradés en 2016/17 (FAO/EU 2017). Un programme agricole mis en place en 2006, le Programme national de sécurité alimentaire, avait pour mandat d'appuyer la mise en œuvre de la politique agricole du Tchad. Il était toutefois axé sur l'agriculture intensive et n'englobait aucun plan spécifique pour la petite agriculture, qui représente la plus grande partie du secteur agricole et le plus grand potentiel pour accroître la sécurité alimentaire et l'emploi.

**On s'attend à ce que le changement climatique ait un impact considérable sur les régimes climatiques au Tchad** (Banque mondiale/FAO, 2021). Les examens précédents du secteur agricole du pays ont souligné que les efforts visant à faire face aux impacts du changement climatique sont essentiels pour maintenir la stabilité du secteur et assurer la sécurité alimentaire et la souveraineté du Tchad. On estime que les températures de la région où se trouve le Tchad vont augmenter à un rythme 1,5 fois supérieur à la moyenne mondiale (Banque mondiale 2020). Parallèlement à la hausse des températures, les précipitations devraient augmenter dans tout le pays (Figure 2.3 et Figure 2.4). Ces changements pourraient accroître la gravité des risques existants (par exemple, la sécheresse et les inondations), ce qui aurait un impact direct sur la capacité agricole du Tchad (FEWS NET et Gouvernement du Tchad 2011). Les estimations indiquent une augmentation des terres potentiellement adaptées à l'agriculture d'ici 2050, mais les rendements des récoltes pourraient baisser (Banque mondiale/FAO 2021).<sup>19</sup>

**Il existe un besoin croissant de développer des pratiques et des infrastructures agricoles pour aider à atténuer la volatilité croissante des conditions météorologiques du pays.** De nombreuses régions du Tchad dépendent de l'agriculture dans les plaines inondables pour produire des cultures de base telles que certaines variétés de sorgho (FEWS NET et Gouvernement du Tchad 2011). Ces régions deviendront sensibles à l'augmentation des inondations inattendues, entraînant des pertes de récoltes ou des changements dans la durée de la saison de croissance. En outre, des températures plus élevées pendant la saison de croissance peuvent entraîner une baisse de la qualité des sols et la mort des cultures. Ces impacts seront distribués de manière disproportionnée parmi la grande partie des agriculteurs qui dépendent des précipitations pour leurs cultures (Banque mondiale 2018). Cependant, avec seulement 7,8 pour cent estimés des terres irrigables utilisant actuellement l'irrigation et de vastes ressources en eau sous-utilisées, il existe des possibilités d'accroître la capacité et l'efficacité de l'agriculture au Tchad (Banque mondiale FAO 2021). Par conséquent, une attention supplémentaire doit être portée sur le renforcement de la résilience au sein du système agricole afin d'atténuer les impacts de l'évolution des modèles météorologiques dus au changement climatique et d'assurer une plus grande sécurité alimentaire pour la population du Tchad.

---

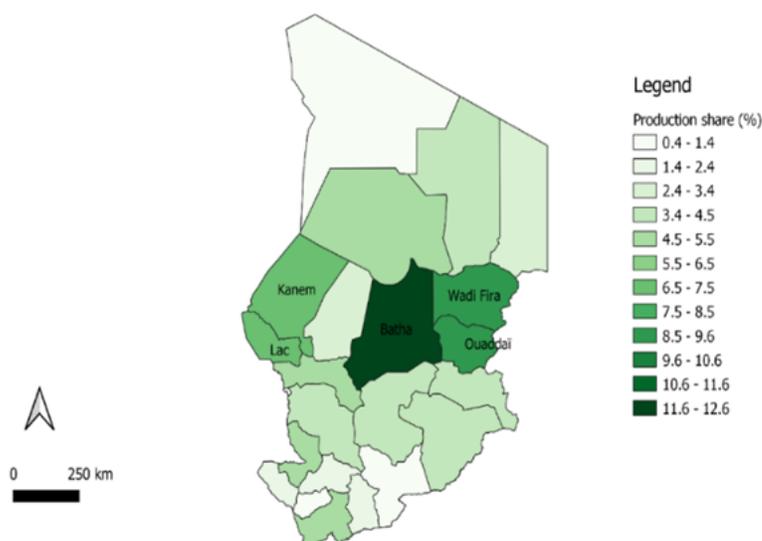
<sup>19</sup> Les estimations utilisent une analyse d'adéquation des cultures pour décomposer ces impacts par culture.

## 2.2 Tirer parti du fort potentiel d'élevage du Tchad

**Le pays est doté d'un fort potentiel d'élevage.**

L'élevage est le secteur non pétrolier le plus important du Tchad, une partie importante du secteur agricole et une source de revenus majeure. Selon le recensement général du bétail de 2015, le nombre de têtes d'animaux a augmenté à un taux annuel de 6 pour cent, en moyenne, au cours de la dernière décennie. La production animale est estimée à plus de 120 millions de têtes en 2019, les caprins représentant 32 pour cent du total des têtes, suivis des ovins et des bovins avec respectivement 29 et 26 pour cent. Le secteur est caractérisé par une faible productivité, ce qui l'empêche de créer des emplois de qualité et de générer des revenus suffisants pour les parties prenantes. La faiblesse des infrastructures, les capacités technologiques limitées et les goulets d'étranglement douaniers ont longtemps empêché le pays de produire et d'exporter du bétail et des produits d'élevage à son potentiel.

**Figure 2.5 : Carte de la production animale**



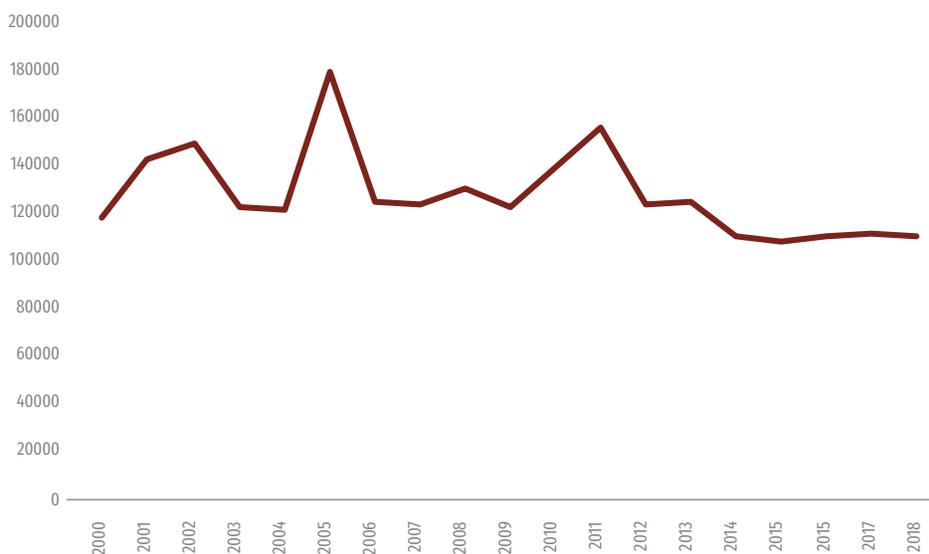
Source : Recensement du bétail, 2012-15.

**Le Tchad compte environ 25 millions de bovins, 26 millions d'ovins, 30 millions de caprins et 6 millions de chameaux.** Selon le recensement de 2017, le pays compte 1,4 million de ménages pastoraux, avec une moyenne de 5,4 membres par ménage pastoral, soit une population concernée de 7,6 millions (ou près de la moitié de la population du pays). La production de viande rouge est, jusqu'à présent, presque exclusivement destinée à l'autoconsommation (notamment pour les petits ruminants) et à la vente sur le marché national, les exportations de viande étant quasi inexistantes.

**Les moyens de subsistance dans les zones rurales reposent principalement sur l'agriculture de subsistance et l'élevage du bétail.** Pendant la saison sèche, les pasteurs se déplacent vers le sud avec leurs troupeaux pour se nourrir des restes de la récolte agricole. L'élevage représente 30 % des exportations, fait vivre environ 40 % de la population (70 % de la population rurale) et constitue la deuxième source de revenus après le pétrole (Ministère des mines, du commerce et du développement industriel, et de la promotion du secteur privé/FAO/UE 2017).

**Pourtant, la complexité des chaînes de valeur du bétail et l'insécurité dans la région réduisent les gains des producteurs et la compétitivité du bétail tchadien.** Les chaînes de valeur de l'élevage sont complexes et comprennent de multiples réseaux, relations et transactions. À chaque étape de la transaction, l'animal ou son produit acquiert de la "valeur" à mesure que sa qualité s'améliore ou que sa livraison au consommateur final est rendue plus efficace. L'exportation d'animaux est soumise à de nombreux impôts et taxes, dont certains n'ont pas de base juridique ou de contrepartie au service rendu. Les circuits d'exportation ont été gravement perturbés par les conflits entre agriculteurs et éleveurs, ainsi que par l'insécurité dans la région, principalement dans le nord du Nigeria, en Libye et en République centrafricaine. Les marchés nationaux de bétail, qui sont des éléments essentiels de la chaîne de commercialisation, sont généralement encore mal équipés.

**Figure 2.6 : Exportations de bétail du Tchad (en milliers de dollars)**



Source : FAOStat et estimations de la Banque mondiale

### **État des marchés aux bestiaux**

**Le commerce transfrontalier du bétail est formé de réseaux segmentés composés de groupes qui cherchent à maximiser leurs intérêts.** Ces différents groupes ont souvent des intérêts divergents et concurrents. Les réseaux de commerce du bétail sont dominés par des transactions commerciales socialement ancrées, principalement gouvernées par des réseaux sociaux propres à chaque agent (FAO 2015). Les chaînes de valeur de l'élevage sont complexes et comprennent de multiples réseaux, relations et transactions.

**Traditionnellement, les pays sahéliens, qui produisent un excédent de bétail par rapport à leurs besoins de consommation, exportent vers les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest, déficitaires en viande.** Le Niger, le Mali, la Mauritanie et le Burkina Faso fournissent préférentiellement les corridors ouest et centre à la Côte d'Ivoire, tandis que le Sénégal, le Ghana, le Togo, le Bénin et le Tchad fournissent principalement le corridor est au Nigeria. Le Tchad est en concurrence avec le Niger, qui a un léger avantage comparatif en raison d'une distance de voyage plus courte. Bien que le Nigeria soit de loin le principal débouché du bétail tchadien, il existe également des exportations d'animaux vivants (principalement des chameaux) vers la Libye et le Soudan, dont l'ampleur n'est pas bien connue en raison de l'absence de contrôles aux frontières. Il existe également d'importantes exportations de bétail vers le Cameroun (qui ne transite pas vers d'autres destinations) et, par camion, vers la République du Congo et le Gabon.

**Le Nigeria est un marché important pour le bétail tchadien.**<sup>20</sup> Les exportations de bétail du pays vers le Nigeria, dont la plus grande part est constituée de bovins, sont restées relativement stables au cours des deux dernières décennies. Les estimations de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture indiquent que la demande nigériane de bovins a été relativement stable, avec une moyenne d'environ 100 millions de dollars US par an, tandis que la demande de moutons est plus faible et a varié dans le temps, avec une moyenne inférieure à 15 millions de dollars US par an. Les importations nigérianes de chèvres sont en baisse depuis le début de la décennie, passant de 15 millions de dollars US en 2000 à 1 million de dollars US en 2017. Bien que le gouvernement nigérian et la communauté commerciale au sens large expriment des inquiétudes quant à la nécessité d'éventuelles interdictions ou restrictions d'importation, le marché nigérian est et restera probablement le débouché privilégié du bétail tchadien pendant longtemps. Par conséquent, les autorités tchadiennes devraient donner la priorité à ce marché en maximisant l'efficacité des réseaux d'exportation et en réduisant les obstacles commerciaux pour assurer la compétitivité du bétail tchadien dans la région.

**Il existe un réel potentiel pour améliorer la position du Tchad sur le marché du bétail et des viandes et abats comestibles.** D'une part, la capacité de production animale du Tchad est importante, avec une prépondérance des bovins. D'autre part, cette capacité est probablement sous-estimée compte tenu de l'importance de l'économie informelle. Des efforts pour améliorer l'appareil logistique et restructurer le secteur pourraient permettre d'augmenter l'offre. Par ailleurs, avec des demandes de viande et d'abats comestibles pouvant atteindre 100 millions de dollars US au Nigeria et 30 millions de dollars US dans la Communauté économique des États de

---

20 Njinku et al. 2021

l'Afrique centrale par an, le Tchad devra mettre en œuvre des politiques visant à assurer sa compétitivité par rapport aux autres pays et, surtout, la conformité des produits tchadiens aux exigences réglementaires des pays importateurs, notamment le Nigeria. En outre, les pays d'Afrique du Nord et de l'Est restent des marchés potentiels inexploités que le Tchad peut exploiter s'il améliore sa productivité et sa compétitivité.

**Le secteur de l'élevage du pays pourrait bénéficier d'une meilleure structuration des interventions sur la chaîne de valeur.** Les interventions pourraient se faire selon quatre dimensions. La première dimension concerne le renforcement des capacités de production. À cet effet, une approche différenciée devrait être adaptée à chacun des trois systèmes, à savoir le pastoral, le semi-sédentaire (agro-pastoral) et le système plus intensif dans l'engraissement périurbain et les ranches/fermes d'État. La deuxième dimension concerne la structure du marché, l'objectif étant de donner aux commerçants les moyens de se conformer aux normes et réglementations et de se positionner sur les marchés nationaux, régionaux et internationaux. La troisième dimension implique des efforts pour assurer une connectivité rentable entre les centres de production et de consommation. Cela peut se faire en (a) en fournissant des moyens de transport adéquats pour les animaux vivants et la viande brute ; (b) en mettant en œuvre des mesures pour accélérer et rationaliser les procédures de passage des frontières terrestres et aériennes ; (c) en construisant des installations de quarantaine ; (d) en éliminant les barrières tarifaires et non tarifaires ; et (e) en positionnant les négociants sur les marchés de destination. Enfin, la quatrième dimension concerne l'agro-industrialisation axée sur l'élevage, qui nécessitera des investissements pour stimuler la production, renforcer les organisations de producteurs et se conformer aux normes internationales (par exemple, moyens de transport appropriés pour le bétail et ses produits, abattoirs modernes, laboratoires, etc.)

### ***2.3 Diversifier l'économie en améliorant les chaînes de valeur de l'agriculture et de l'élevage***

**Le gouvernement devrait élaborer des stratégies nationales coordonnées pour les chaînes de valeur agricoles les plus importantes.** Le pays doit aller au-delà de la production de coton en tant que culture de rente et exploiter son avantage comparatif dans d'autres cultures, notamment le sésame et la gomme arabique. Aucune de ces autres cultures ne bénéficie actuellement d'une stratégie nationale, bien qu'elles soient d'importantes sources de revenus pour les petits exploitants et les femmes (Ngatia et al. 2020). Ces stratégies coordonnées pourraient se concentrer sur : (i) l'investissement dans des variétés résilientes ; (ii) la recherche sur les pratiques agricoles ; (iii) le soutien aux infrastructures et à l'accès au matériel pour maintenir la qualité des produits ; et (iv) l'autonomisation et la mise à profit des organisations d'agriculteurs pour développer des chaînes de valeur.

**Afin de diversifier l'économie en améliorant les chaînes de valeur du pays, les autorités devraient envisager de**

- **Inciter à l'investissement privé dans les chaînes de valeur du sésame et de la gomme arabique.** Du matériel et des infrastructures sont nécessaires pour améliorer le tri, la qualité et les conditions de stockage du sésame et de la gomme arabique. De plus, le Tchad doit avoir accès à un laboratoire de certification garantissant une certaine qualité et, par conséquent, un prix. Pour cela, il faudrait : (i) d'investir dans un système de classement et de traçabilité de la qualité et dans la gestion forestière, en travaillant par l'intermédiaire d'associations d'exportateurs et de négociants (par exemple, grade hand-picked-selected ou HPS) ; et (ii) de détourner certaines subventions aux exportations de coton vers le sésame pour promouvoir l'utilisation d'engrais, de semences certifiées ou d'herbicides (par exemple, par le biais de bons électroniques), ce qui soutiendrait la résilience des agriculteurs en diversifiant leur portefeuille de cultures (Banque mondiale 2022a).
- **Renforcer les organisations d'agriculteurs et en tirer parti en élevant leur rôle dans le développement des chaînes de valeur.** Toutes les cultures du Tchad bénéficieraient d'une meilleure organisation des agriculteurs et des intermédiaires le long des chaînes de valeur. Les trois principales cultures commerciales du pays bénéficieraient tout particulièrement d'un meilleur accès aux intrants, avec une gestion ciblée des engrais pour préserver la fertilité des sols et augmenter les rendements. Les agriculteurs doivent également avoir accès à de meilleures semences, notamment pour le sésame.
- **Accroître l'accès aux données et aux analyses mondiales pour améliorer la prise de décision et la mise en œuvre de projets et de politiques d'investissement agricole ciblés.** Cibler les projets d'investissement pour maximiser leur impact dans un environnement aux ressources limitées nécessite l'accès à des connaissances et des données pertinentes. Bien que le Tchad soit souvent présenté comme un pays pauvre en données, celles-ci sont disponibles auprès de sources mondiales. Il existe également une série d'initiatives qui ont rassemblé ce que l'on appelle communément des " données de terrain ", qui pourraient informer le gouvernement du Tchad sur les défis actuels et futurs du pays et identifier les priorités d'investissement à fort impact.

- **Améliorer les chaînes de valeur agricoles, depuis les sites de production jusqu'aux passages de frontières, le long des corridors commerciaux et des marchés de destination.**<sup>21</sup> Les réformes doivent viser à : (i) faire en sorte que les exportations de bétail ne soient pas limitées et garantir la parité des prix à l'exportation pour les éleveurs qui vendent aux abattoirs ; (ii) renforcer les services vétérinaires et leurs capacités d'inspection et de certification (par exemple, étendre et former un réseau d'assistants vétérinaires pour soutenir les mesures sanitaires et la certification) ; garantir la qualité des produits pharmaceutiques vétérinaires importés et leur utilisation adéquate ; et (iii) augmenter les investissements dans les infrastructures (notamment la chaîne du froid et les services logistiques à température contrôlée) et promouvoir l'utilisation de normes de qualité et de certification (Banque mondiale 2022b).
- **Enfin, des interventions publiques appropriées et sélectives dans le domaine de l'agriculture et de l'élevage seront essentielles pour que le pays puisse exploiter pleinement son potentiel.** Le gouvernement devrait aider à organiser les petits exploitants pour améliorer les gains d'efficacité, renforcer les mécanismes de régulation, affiner la fiscalité et les tarifs pour améliorer la compétitivité du secteur. Enfin, le gouvernement devrait s'associer aux parties prenantes concernées pour fournir les infrastructures nécessaires aux agriculteurs tout au long de la chaîne de valeur et soutenir l'amélioration de la qualité et des normes alimentaires.

---

<sup>21</sup> Les opérateurs du secteur de l'élevage ont besoin d'un cadre juridique et réglementaire adéquat, conforme aux exigences du commerce international, ainsi que d'une politique fiscale optimale, pour soutenir la modernisation du secteur.

## 3 ANNEXES

### Annexe 1 : Tchad – sélection d'indicateurs économiques, 2018-2024

Table 3.1 : Tchad – sélection d'indicateurs économiques, 2018-2024

	2018	2019	2020	2021	2022 <sup>1</sup>	2023	2024
			Estimations		Projections		
<b>Revenu national et prix</b>	<i>Variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire</i>						
PIB réel	2.4	3.2	-1.6	-1.2	2.8	3.5	3.9
PIB réel par habitant	-0.7	0.2	-4.5	-4.1	-0.1	0.6	1.0
Agriculture	-1.3	0.1	3.9	6.2	5.0	4.3	4.3
Industrie	8.1	7.3	-0.1	-4.6	1.3	2.8	1.6
Services	1.0	2.5	-7.0	-4.4	2.1	3.3	5.6
Consommation privée	0.7	1.4	0.5	1.6	2.8	2.9	3.3
Consommation du gouvernement	-11.8	1.7	11.1	3.7	3.7	0.2	0.0
Investissement fixe brut	5.4	6.6	-14.7	-4.5	0.7	5.3	7.2
Investissement fixe brut - privé	1.2	1.7	-28.1	-16.8	6.1	7.1	10.4
Investissement fixe brut - public	25.1	25.0	26.1	16.7	-5.9	2.8	2.6
IPC (moyenne annuelle)	4.0	-1.0	3.5	1.0	3.5	3.0	3.0
IPC (EOP)	4.4	-1.7	3.0	2.3	4.8	2.7	2.9
<b>Argent et crédit</b>	<i>Variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire</i>						
Taux de change (par rapport au dollar US, moyenne)	555	586	574	574	...	...	...
Taux de change (en US\$, EOP)	576	590	539	580	...	...	...
REER	4.3	-4.4	5.1	...	...	...	...
La monnaie au sens large	4.5	24.4	17.6	11.3	1.7	1.0	1.6
Crédit à l'économie	0.7	1.0	4.7	0.6	2.8	3.1	3.5
Crédit au gouvernement	-7.8	11.8	9.7	11.4	2.6	1.0	0.9
<b>Finances publiques et dette</b>	<i>en pourcentage du PIB, pour autant qu'il n'y ait pas d'autres indications</i>						
Total des dépenses	13.1	13.9	19.7	20.1	18.9	18.3	17.7
Total des recettes et des subventions	15	13	21	16	20	21	21
Solde global (y compris les subventions)	1.5	-0.6	1.2	-4.3	1.2	3.2	3.1
Solde global (hors subventions)	-1.3	-1.8	-3.3	-6.7	-0.9	0.7	0.6
Solde budgétaire primaire	3.0	1.0	2.9	-2.7	2.8	4.8	4.7
Dette publique totale	491	511	499	52.1	51.6	53.2	47.6

	2018	2019	2020	2021	2022 <sup>1</sup>	2023	2024
			Estimations		Projections		
Dette publique extérieure	25.9	24.6	25.8	28.2	31.9	38.7	40.3
Dette publique intérieure <sup>2</sup>	23.2	26.5	24.1	23.9	19.7	14.5	7.2
<b>Comptes externes</b>	<i>Variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire</i>						
Croissance des exportations (% en glissement annuel)	4.6	6.0	1.1	-0.4	3.9	4.6	3.7
Croissance des importations (% en glissement annuel)	1.4	4.0	1.8	5.1	3.5	4.0	3.0
Exportations, biens et services (millions de dollars courants)	3324.3	3349.8	2406.6	3787.0	5254.6	4802.1	4548.9
Importations, biens et services (millions de dollars courants)	2471.3	2594.4	2599.6	2572.0	2788.0	3191.0	3529.0
CAD (y compris les transferts courants) (% du PIB)	-4.7	-4.9	-7.8	-6.0	3.6	1.4	-2.1
IDE net (variation en %)	4.2	4.3	3.6	3.5	3.8	4	4
Termes de l'échange (variation en %)	8.2	-6.1	-24.4	42.7	-8.1	-2.8	-2.8
<b>Population, emploi et pauvreté</b>							
Population, total (millions)	15.5	15.9	16.4	16.9	17.4	17.9	18.4
Taux de chômage	1.9	1.9	2.3	2.3	2.3	2.3	2.3
Croissance de la population (% annuel)	3	3.1	3.1	3	3	3	3
Taux de pauvreté internationale (1,9 \$ en PPA 2011) <sup>3</sup>	33.2	33.1	35.5	37.8	37.9	37.6	36.9
<b>Autres postes pour mémoire</b>							
PIB nominal (milliards de francs CFA)	6,243	6,630	6,167	6,532	6,789	7,132	7,580
PIB nominal (milliards de dollars US)	11.2	11.3	10.7	11.4	11.8	12.4	13.1

**Sources :** Autorités tchadiennes, WEO, WDI, KNOMAD, estimations et projections des services du FMI et de la Banque mondiale.

## ANNEXE 2 : Effet de l'inflation alimentaire sur la pauvreté - Méthodologie

La méthodologie utilisée dans cette analyse repose sur l'estimation d'un système de demande pour tenir compte des réponses comportementales des ménages à un changement donné des prix alimentaires. Plus précisément, à l'aide de la dernière enquête sur le budget des ménages dans les pays du Sahel, un système de demande Marshallien implicite linéarisé de type EASI (Exact Affine Stone Index) (Lewbel et Pendakur 2008 ; Pendakur 2009) est estimé pour s'adapter aux données de l'enquête en considérant 11 catégories alimentaires (homogènes). Sur la base du système de demande estimé, l'effet de pauvreté dû à un changement de prix est facilement dérivé en compensant la variation pour une période de référence donnée.

Considérons  $J$  catégories d'aliments, et laissons  $w^j$ ,  $p^j$  désignent, respectivement, le prix et la part du budget d'une catégorie d'aliments donnée.  $j, j \in \{1, \dots, J\}$ . Le système de demande approximatif de l'EASI est donné par :

$$w^j = \sum_{r=1}^R b_j^r (\tilde{y})^r + \sum_{t=1}^T g_{rt} z_t + \sum_{k=1}^J a^{jk} \log(p^k) + \varepsilon^j \quad (1)$$

Pour  $j \in \{1, \dots, J\}$ ,  $\{z_t, t=1, \dots, T\}$  est un ensemble de caractéristiques du ménage, et  $\tilde{y}$ ,  $\tilde{y} = \log(x) - \sum_{j=1}^J w^j \log(p^j)$  est l'utilité implicite approximative dérivée de la consommation des  $J$  catégories d'aliments, avec  $x$  étant les dépenses du ménage (par habitant). Contrairement à la plupart des systèmes de demande, le modèle EASI est suffisamment flexible pour prendre en compte la variété des formes de la courbe d'Engel qui a été observée dans la littérature empirique sur les données de dépenses de consommation (Pendakur 2009). La forme de la courbe d'Engel est capturée par les coefficients  $b_j^r$  dans l'équation (1). En outre, le modèle EASI tient compte de l'utilité des préférences non observées, qui s'est avérée importante pour expliquer la variation observée des parts budgétaires (Pendakur 2009).

Lewbel et Pendakur (2008) montrent que le modèle approximatif EASI peut être estimé de manière cohérente par une méthode d'estimation linéaire itérée avec des variables instrumentales. Les variables instrumentales, qui sont des fonctions de  $\log(x)$ ,  $z_t$ , and  $p^j$ , sont utilisées pour corriger le problème d'endogénéité dans le modèle dû à la présence des parts de budget du côté droit de l'équation (1) (via l'utilité implicite). Une fois le modèle EASI estimé, les coefficients correspondants peuvent être facilement utilisés pour calculer les élasticités de la demande ou la variation compensatoire suite à un changement de prix.

### Elasticités de la demande et effet de pauvreté d'un changement de prix

Les paramètres estimés de l'équation (1) fournissent les semi-élasticités des parts budgétaires, définies comme les dérivées des parts budgétaires par rapport aux prix logarithmiques, données par l'équation  $a^{jk}$ , ou de l'utilité implicite, donnée par la  $b_j^r$ . Ces semi-élasticités peuvent être facilement converties en élasticités ordinaires de la demande en les divisant par les parts budgétaires correspondantes (Pendakur 2009). Par exemple, l'élasticité

de prix propre de Hicksi (ou compensée),  $\eta_j^j$ , et les élasticités Hicksiennes de prix croisés,  $\eta_j^i$ , pour des catégories d'aliments données  $j$  et  $i$  sont calculées comme suit (Pendakur 2009 ; Tovar Reaños et Wölfling 2018) :

$$\eta_j^j = \left( \frac{\partial w^j}{\partial \log(p^j)} \right) \frac{1}{w^j} - 1 \quad (4)$$

$$\eta_j^i = \left( \frac{\partial w^j}{\partial \log(p^i)} \right) \frac{1}{w^j} \quad (3)$$

L'effet de la pauvreté suite à un changement de prix peut également être facilement calculé à partir du modèle estimé (1). Considérons un changement de prix du vecteur de prix  $P_0$  au vecteur de prix  $P_1$ . Ensuite, le changement de revenu (ou de dépense) par variation compensatoire peut être calculé comme suit :

$$CV(P_0, P_1) = x - \exp \left( \log(x) + \sum_{j=1}^J w_j^0 (\log(p_j^1) - \log(p_j^0)) + \frac{1}{2} \sum_{j=1}^J \sum_{k=1}^J a^{jk} (\log(p_j^1) - \log(p_j^0)) (\log(p_k^1) - \log(p_k^0)) \right) \quad (4)$$

Notez que  $CV(P_0, P_1)$  est positif (négatif) lorsque les prix diminuent (augmentent). En présence d'une inflation (augmentation des prix),  $CV(P_0, P_1)$  représente le montant supplémentaire qui est nécessaire pour atteindre le même niveau d'utilité qu'avant le changement de prix. En d'autres termes, par rapport au système de prix de référence,  $P_0$ , un ménage type sera plus pauvre de  $CV(P_0, P_1)$  dans le nouveau système de prix,  $P_1$  (Wood et al., 2012). Le ratio de pauvreté (par variation compensatoire) dans le nouveau système de prix peut donc être calculé comme la part des personnes dont le revenu ou les dépenses équivalentes dans la période 1,  $x_1 - CV(P_0, P_1)$ , en dessous du seuil de pauvreté de la période de référence.  $x_1$  représente le revenu nominal de la période 1, that is  $x_1 = x_0 * (1 + g_0^1)$  with  $g_0^1$  étant le taux de croissance des revenus nominaux entre les périodes 0 et 1. Il est à noter que le seuil de pauvreté n'a pas besoin d'être actualisé dans la nouvelle période, puisque les effets des prix sont déjà pris en compte par la mesure de la variation compensatoire. Cette variation compensatoire résulte des réponses comportementales des ménages au changement des prix.

Sur la base de la méthodologie décrite, une série chronologique du taux de pauvreté a été calculée pour la période 2019-2022, la date de référence (période 0) étant 2018, année de la plus récente enquête sur la pauvreté mise en œuvre dans les pays du Sahel. Trois scénarios sont envisagés pour chaque année de la période 2019-2022. Le premier mesure le taux de pauvreté associé à la croissance des revenus et au maintien des prix, c'est-à-dire  $P_1 = P_0$  and  $CV(P_0, P_1) = 0$ . En d'autres termes, les prix des années suivantes sont considérés comme identiques à ceux de 2018. Le deuxième scénario, en plus de la croissance des revenus, considère un taux d'inflation de référence, qui a été fixé au niveau d'inflation de 2018 pour chacune des années de la période. Enfin, le dernier scénario, en plus de la croissance des revenus, considère l'inflation réalisée ou effective (projetée pour 2022) pour chaque année de la période.

### **Annexe 3 : Profil de la consommation alimentaire et élasticités des prix des aliments**

#### **Profil de consommation alimentaire**

**Les céréales (riz, millet, sorgho et maïs) sont les aliments les plus consommés au Tchad, avec de fortes disparités selon les zones d'habitation.** Les céréales représentent 29 pour cent de la consommation alimentaire des ménages tchadiens, allant de 30 pour cent pour les ménages ruraux à 25 pour cent pour les autres ménages urbains et 25 pour cent pour les ménages de N'Djamena. Parmi les céréales, le mil et le sorgho sont les plus consommés, représentant 16 pour cent du budget alimentaire d'un ménage tchadien, et les ménages ruraux qui dépendent de l'agriculture allouent 18 pour cent de leur budget alimentaire à ces deux céréales (Table 4 2). Contrairement aux autres céréales, le riz est principalement consommé à N'Djamena, représentant 11 pour cent du budget alimentaire de ces ménages. On observe également des différences selon le statut de pauvreté. Les ménages non pauvres allouent 27% de leur budget alimentaire aux céréales, ce qui est inférieur aux 32% des ménages pauvres. Le mil et le sorgho représentent à eux seuls 21% du budget alimentaire des ménages pauvres. En fonction du quintile de bien-être, la part des céréales dans l'alimentation totale consommée varie de 32 pour cent pour le quintile le plus pauvre à 22 pour cent pour le quintile le plus riche. En outre, les ménages les plus pauvres allouent plus de ressources au mil et au sorgho (22 pour cent), tandis que les ménages les plus riches consomment plus de riz (8,7 pour cent).

**Les fruits, les légumes et la viande sont les produits non céréaliers les plus consommés par les ménages tchadiens, avec quelques disparités géographiques.** Les fruits et légumes représentent 17 pour cent et la viande 10 pour cent de la consommation alimentaire des ménages. Cependant, les ménages de Ndjama consacrent une part plus importante de leur budget alimentaire à la viande (15 %) que les ménages des autres villes (12 %) et des zones rurales (9 %). Ils consomment également plus de poissons et fruits de mer (8,5 %) que les ménages ruraux (6,3 %). La part des fruits et légumes dans la consommation alimentaire reste stable autour de 17 % dans tous les quintiles de bien-être. Parallèlement, la part de la viande dans la consommation alimentaire des ménages (10 %) passe de 7,8 % pour les ménages les plus pauvres à près de 15,5 % pour les ménages les plus riches.

**Tableau 3.2 : Profil de consommation des ménages par quintile de bien-être, statut de pauvreté et zone de résidence (en pourcentage)**

	Riz	Mil, Sorgho	Maïs	Blé	Viande	Produits laitiers	Poissons et fruits de mer	Fruits, légumes	Boissons	Huile	Autres aliments
<b>Quintile de l'aide sociale</b>											
Les 20 plus pauvres	4.7	22.1	4.6	0.6	7.8	2.1	6.6	17.0	4.2	7.0	23.4
Q2	7.0	17.1	4.5	1.2	9.8	3.4	6.3	17.4	4.3	6.3	22.8
Q3	8.6	12.5	5.2	1.7	11.2	4.0	6.9	17.5	4.4	6.0	22.0
Q4	8.4	10.2	4.1	2.4	12.4	4.9	7.4	17.6	5.3	5.6	21.7
Les 20 plus riches	8.7	6.3	3.8	3.2	15.5	6.5	7.0	17.2	6.4	4.9	20.4
<b>Statut de pauvreté</b>											
40% en bas	5.7	19.9	4.5	0.9	8.7	2.7	6.5	17.2	4.2	6.7	23.1
Top 60	8.6	10.4	4.5	2.3	12.5	4.9	7.1	17.5	5.1	5.6	21.6
Pauvre	5.2	21.2	4.5	0.8	8.2	2.4	6.5	17.0	4.2	6.8	23.3
Non-pauvres	8.2	11.8	4.5	2.0	11.9	4.5	6.9	17.5	4.9	5.8	21.9
<b>Lieu de résidence</b>											
Ndjamena	11.2	2.3	6.3	5.2	15.0	5.7	8.5	16.3	4.2	4.9	20.5
Autre urbain	7.8	10.8	4.3	2.3	12.2	3.9	8.0	18.5	5.2	5.7	21.4
Rural	6.3	18.4	4.4	0.8	9.4	3.3	6.3	17.2	4.5	6.5	22.9
Chad	7.0	15.7	4.5	1.5	10.4	3.6	6.7	17.3	4.6	6.2	22.5

Source : Calculs des services de la Banque mondiale à partir des données d'ECOSIT 4.

### **Elasticités des prix des aliments**

**L'inflation aura probablement plus d'impact sur la demande de riz que sur celle des autres céréales.** Le riz est la céréale dont l'élasticité est la plus élevée, puisqu'une augmentation de 1 % de son prix entraîne une baisse de 2,2 % de sa consommation (Table 4 3). Ce phénomène est particulièrement prononcé pour les ménages les plus pauvres, pour lesquels une augmentation de 1 % du prix du riz entraîne une baisse de 2,6 % de la quantité consommée. Pour les millets et , une augmentation de 1 pour cent des prix a un impact minime sur la quantité consommée (environ 1 pour cent).

**A l'exception des poissons, fruits de mer et boissons, les élasticités des quantités pour les non céréales sont inférieures à 1 pour cent.** Il n'y a pas de différence significative entre Ndjamena et les autres zones urbaines et rurales pour chacun des non céréales. En ce qui concerne le niveau de bien-être, les élasticités augmentent pour les huiles et les boissons, diminuent pour la viande et les produits laitiers, et restent relativement stables pour les fruits et légumes.

Tableau 3.3 : Elasticités hicksiennes (compensées) des quantités

	Riz	Mil, Sorgho	Maïs	Blé	Viande	Produits laitiers	Poissons et fruits de mer	Fruits et légumes	Boissons	Huile	Autres aliments
<b>Quintile de l'aide sociale</b>											
Les 20 plus pauvres	-2.64	-0.97	-1.27	-2.10	-0.47	-0.75	-1.25	-0.92	-1.40	-0.83	-1.05
Q2	-2.07	-0.96	-1.27	-1.53	-0.56	-0.84	-1.26	-0.92	-1.38	-0.82	-1.05
Q3	-1.89	-0.95	-1.24	-1.39	-0.61	-0.86	-1.24	-0.92	-1.38	-0.81	-1.06
Q4	-1.99	-0.94	-1.33	-1.30	-0.64	-0.89	-1.23	-0.92	-1.34	-0.79	-1.06
Les 20 plus riches	-1.99	-0.89	-1.35	-1.25	-0.69	-0.90	-1.26	-0.91	-1.29	-0.75	-1.07
<b>Statut de pauvreté</b>											
40% en bas	-2.33	-0.97	-1.27	-1.75	-0.52	-0.80	-1.25	-0.92	-1.39	-0.83	-1.05
Top 60	-1.94	-0.94	-1.28	-1.32	-0.64	-0.88	-1.24	-0.92	-1.34	-0.79	-1.06
Pauvre	-2.45	-0.97	-1.28	-1.83	-0.49	-0.78	-1.25	-0.92	-1.39	-0.83	-1.05
Non-pauvres	-1.97	-0.95	-1.28	-1.36	-0.62	-0.87	-1.25	-0.92	-1.36	-0.80	-1.06
<b>Lieu de résidence</b>											
Ndjamena	-1.87	-0.65	-1.25	-1.15	-0.64	-0.88	-1.24	-0.90	-1.48	-0.71	-1.07
Autre urbain	-2.07	-0.94	-1.31	-1.31	-0.61	-0.84	-1.22	-0.92	-1.35	-0.78	-1.06
Rural	-2.18	-0.97	-1.28	-1.74	-0.56	-0.84	-1.26	-0.92	-1.36	-0.83	-1.05
Chad	-2.13	-0.96	-1.28	-1.47	-0.58	-0.85	-1.25	-0.92	-1.37	-0.81	-1.06

Source : Calculs des services de la Banque mondiale à partir des données d'ECOSIT 4 et de l'IPC.

**En cas d'augmentation du prix d'un article, les ménages tchadiens réduisent la consommation de certains produits tout en augmentant leur demande d'autres produits.** Cependant, les élasticités-prix croisées restent inférieures à 1 % pour tous les produits. Concernant les céréales, en cas d'augmentation du prix du riz, les ménages tchadiens se rabattent sur le mil et le sorgho pour satisfaire leur besoin en céréales. Dans le même temps, une augmentation du prix du maïs entraîne une hausse de la consommation de mil et de sorgho et une baisse de la demande de riz.

**Tableau 3.4 : Elasticités croisées des prix (substitution -hicksienne ou compensée-) des quantités**

	Riz	Mil & Sorgho	Maïs	Blé	Viande	Produits laitiers	Poisson et Fruits de mer	Fruits et Légumes	Boissons	Huile	Autres aliments
Riz	-2.13	0.89	-0.38	0.02	0.11	-0.06	-0.05	0.12	0.09	0.11	0.18
Mil & Sorgho	0.40	-0.96	0.15	0.07	-0.08	-0.06	0.03	-0.10	-0.05	-0.03	-0.08
Maïs	-0.58	0.50	-1.28	0.09	0.09	0.00	-0.62	0.52	-0.01	0.13	-0.14
Blé	0.10	0.85	0.30	-1.47	0.30	0.16	0.27	-0.05	0.13	-0.44	0.15
Viande	0.08	-0.13	0.04	0.04	-0.58	-0.05	0.00	-0.03	0.01	-0.04	-0.11
Produits laitiers	-0.11	-0.25	0.00	0.06	-0.14	-0.85	-0.09	0.13	0.16	0.01	-0.03
Poisson et Fruits de mer	-0.05	0.07	-0.43	0.05	0.00	-0.05	-1.25	-0.04	-0.01	-0.04	-0.10
Fruits et Légumes	0.05	-0.09	0.14	0.00	-0.02	0.03	-0.02	-0.92	0.02	0.03	-0.08
Boissons	0.14	-0.17	-0.01	0.04	0.03	0.13	-0.02	0.06	-1.37	0.04	0.00
Huile	0.12	-0.08	0.10	-0.10	-0.07	0.01	-0.05	0.08	0.03	-0.81	-0.04
Autres aliments	0.06	-0.06	-0.03	0.01	-0.05	-0.01	-0.03	-0.06	0.00	-0.01	-1.06

**Source :** Calculs des services de la Banque mondiale à partir des données d'ECOSIT 4 et de l'IPC.

**Note :** Pour une élasticité croisée des prix, lire le changement des quantités de la ligne lorsque le prix de la colonne change.

**Les fluctuations des prix internationaux affectent le Tchad et sa population.** Le pays compte sur les importations pour compléter la production nationale, qui repose sur quelques produits et fait face à de nombreuses contraintes, notamment dans le secteur agricole. Bien que les prix aient tendance à être relativement stables, la récente variation des prix internationaux a affecté le pays. L'IPC a augmenté de 3,5 % en 2020, de 1 % en 2021 et devrait augmenter de 2,9 % en 2022, ce qui aura un impact négatif sur les conditions de vie des ménages, notamment pour les ménages les plus pauvres et vulnérables du pays.

## 4 RÉFÉRENCES

FAO (2005), AQUASTAT Profil de Pays - Tchad. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. Rome, Italie.

FAO (2013). Projet d'appui à la mise en place d'un Système d'Information durable sur la Sécurité alimentaire et d'Alerte précoce (SISAAP) : Fiche de Projet. [http://www.fao.org/fileadmin/user\\_upload/faoweb/chad/docs/Fiche\\_projet\\_SISAAP.pdf](http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/faoweb/chad/docs/Fiche_projet_SISAAP.pdf)

FAO/EU (2017), Revue du Secteur Rural, République du Tchad.

FAO (2018) Produits forestiers non ligneux : De la restauration à la génération de revenus. Rome, Italie : Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture. doi : 10.18356/50b25fff-en.

FAO. (2021). FAOStat : Cultures. Disponible sur : <http://www.fao.org/faostat/en/#data/QC>. Dernier accès : 01/05/21.

FAO. (2021). FAOStat : Nouveaux équilibres alimentaires. Disponible sur : <http://www.fao.org/faostat/en/#data/FBS>. Dernier accès : 01/05/21.

FEWS NET et Gouvernement du Tchad. (2011). Profils rapides des zones de moyens d'existence au Tchad. USAID.

BIT (2021) ILO Data Explorer, ILOSTAT explorer. Disponible sur : <https://www.ilo.org/shinyapps/bulkexplorer48/> (consulté le 21 mai 2021).

FMI. 2021. "TCHAD - DEMANDE D'UN ARRANGEMENT DE TROIS ANS AU TITRE DE LA FACILITÉ DE CRÉDIT ÉLARGIE - COMMUNIQUÉ DE PRESSE, RAPPORT D'ÉTAPE ET DÉCLARATION DU DIRECTEUR EXÉCUTIF POUR LA TCHAD", Rapport pays du FMI n° 21/267.

Jayne, T. S., Chamberlin, J. et Benfica, R. (2018) 'Africa's Unfolding Economic Transformation', The Journal of Development Studies, 54(5), pp. 777-787. doi : 10.1080/00220388.2018.1430774.

Kabir, Kayenat ; Dudu, Hasan ; Tchana Tchana, Fulbert. 2021. "Gender Dimensions of COVID-19 Economic Impact in Chad : Insights from a CGE Model and Household Phone Survey (anglais)". Document de travail de recherche sur les politiques, no. WPS 9679, COVID-19 (Coronavirus) Washington, D.C. : Groupe de la Banque mondiale.

Lewbel, Arthur et Krishna Pendakur, "Tricks with Hicks : The EASI Demand System", The American Economic Review, 2009, 99 (3), 827-863.

Ngatia Muthoni, Fulbert Tchana Tchana, Hasan Dudu, Olanrewaju Malik Kassim, Rahma Ahmed, Kayenat Kabir, Alison Decker. (2020). " Les avantages économiques d'une société équitable pour les hommes et les femmes après COVID-19 ". Banque mondiale.

Njinkeu, Dominique, Fulbert Tchana Tchana, Julie Saty Lohi, et Mosuru Olukayodé Alli. 2021. “ L'élevage tchadien : Securing Cross-Border Value-Chain Under COVID-19”, Mimeo, Banque mondiale.

Pendakur, K. 2009. “EASI Made Easier”. Dans *Quantifying Consumer Preferences*, ed. D.J. Slottje, 179-206.

Savadogo, Abouhrahyme et Sanoh, Aly. 2021. “ Évaluation de la pauvreté au Tchad : Investir dans la croissance des revenus ruraux, le capital humain et la résilience pour soutenir une réduction durable de la pauvreté “. Washington, D.C. : Groupe de la Banque mondiale.

Tchana Tchana, Fulbert ; Noumedem Temgoua, Claudia ; Savadogo, Abouhrahyme. *Mise à jour économique Tchad 2021 : Recovering from Shocks - Improving Macro-Fiscal Sustainability to Rebuild Better* (anglais). Washington, D.C. : Groupe de la Banque mondiale.

Thurlow, J. 2021. *Au-delà de l'agriculture : Mesurer le PIB et l'emploi des systèmes agroalimentaires*, in. Webinaire MIP, Washington, DC : CGIAR-IFPRI. Disponible à l'adresse : <https://soundcloud.com/ifpri/pimwebinar-beyond-agriculture-measuring-agri-food-system-gdp-and-employment>.

Tovar Reaños et Wölfing, 2018 M.A. Tovar Reaños, N.M. Wölfing *Prix de l'énergie pour les ménages et inégalité : preuves tirées des microdonnées allemandes basées sur le système de demande EASI Energy Econ*, 70 (2018), pp. 84-97.

PAM. 2017. *Faim Zéro. Dispositif de l'examen stratégique national faim zéro de la République du Tchad*. Rome, Italie : Programme alimentaire mondial, p. 114. Disponible à l'adresse : [https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000074124/download/?\\_ga=2.29275708.1896884523.1621783354-1360109191.1621783354](https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000074124/download/?_ga=2.29275708.1896884523.1621783354-1360109191.1621783354) (consulté le 23 mai 2021).

WITS (2021) *WITS - Home Page, World Integrated Trade Solution*. Disponible à l'adresse : <http://wits.worldbank.org/WITS/WITS/Default-A.aspx?Page=Default> (consulté le 28 mai 2021).

Wood BDK, Nelson CH, Nogueira L (2012) *Effets sur la pauvreté de l'escalade des prix alimentaires : l'importance des effets de substitution dans les ménages mexicains*. *Politique alimentaire* 37(1):77-85

Banque mondiale. 2018a. “ S'ÉCHAPPER DU LABYRINTHE DE CROISSANCE DU TCHAD “. Banque mondiale. <https://elibrary.worldbank.org/doi/pdf/10.1596/30941>.

Banque mondiale. 2020a. *Mise à jour de l'économie et de la pauvreté au Tchad sous COVID-19. Mise à jour économique et de la pauvreté*. Washington, DC : Banque mondiale, p. 47.

Banque mondiale. 2020b. *Analyse de la chaîne de valeur agricole au Soudan*. Agriculture Global Practice. Washington, DC : Banque mondiale, p. 123.

Banque mondiale. 2021. CountryProfile, base de données des indicateurs du développement mondial. Disponible sur : [https://databank.worldbank.org/views/reports/reportwidget.aspx?Report\\_Name=CountryProfile&Id=b450fd57&tbar=y&dd=y&inf=n&zm=n&country=TCD](https://databank.worldbank.org/views/reports/reportwidget.aspx?Report_Name=CountryProfile&Id=b450fd57&tbar=y&dd=y&inf=n&zm=n&country=TCD) (consulté le 21 mai 2021).

Banque Mondiale. 2022a "Chad Agriculture sector review" 2022 à paraître, Washington, D.C. : World Bank Group.

Banque mondiale 2022b. "Chad Livestock Market Analysis" 2022 à paraître, Washington, D.C. : Groupe de la Banque mondiale.

Banque mondiale. 2022c. "LA RÉPUBLIQUE DU TCHAD -- Boosting Shared Prosperity in a Landlocked Country Beset by Fragility and Conflict" SYSTEMATIC COUNTRY DIAGNOSTIC, Document de la Banque mondiale, Rapport n° 169037-TD, à paraître, 2022.



Macroéconomie, Commerce et Investissement  
Afrique de l'Ouest